

EN ANGOLA

LISBONNE ANNONCE UN Cessez-le-feu entre le M.P.L.A. et l'UNITA

LIBRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algerie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 1 sch. ; Espagne, 10 fr. ; Canada, 10 c. ; France, 2,70 fr. ; Italie, 22 lire ; Japon, 100 yen ; Pays-Bas, 10 g. ; Grèce, 20 dr. ; Hongrie, 200 H. ; Indonésie, 100 Rp. ; Liban, 120 L. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,70 kr. ; Pologne, 100 z. ; Portugal, 75 esc. ; Roumanie, 20 B. ; Suisse, 1,30 Fr. ; Thaïlande, 10 ba. ; Turquie, 10 m. ; U.S.A., 15 cts. ; Yougoslavie, 10 m. dir.

Tarif des abonnements page 13
5, RUE DES ÉVALUÉS
75002 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 45943 Paris
TÉLÉGRAMME : MOND
TÉL. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'interminable guerre civile en Irlande du Nord

A chacun ses problèmes régionaux. Tandis qu'en Corse le gouvernement français voit surgir une situation de crise qui le pousse de court à Londres le cabinet de M. Wilson se voit contraint de concentrer une fois de plus son attention sur l'interminable guerre civile qui sévit en Irlande du Nord et de constater l'échec des tentatives aussi généreuses que laborieuses mises sur pied pour lui trouver un règlement. Chaque jour, le terrorisme fait de nouvelles victimes à Belfast et deux attentats ont même été commis à Londres cette semaine ; c'est la première fois, depuis l'attentat qui avait fait vingt-deux morts à Birmingham en novembre 1974, que la violence s'étend à l'Angleterre.

Tout se passe donc comme si la politique d'apaisement et de discussion du secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Meriyn Rees, courait au même échec que celle de son prédécesseur, M. Whitehead, qui fut l'homme du « mouvement ». La reprise de la violence est d'autant plus préoccupante qu'elle survient dans un contexte de « vide politique » à Belfast. La Convention élue en mai dernier pour mettre au point un nouveau statut de la province avait paru, à ses débuts, fonctionner plutôt mieux que prévu. Mais la mise de la reprise de ses travaux après les vacances a été reportée et la remise de ses conclusions, initialement annoncée pour novembre, s'en trouve d'autant retardée.

Le caractère de plus en plus désastre de la « trêve » proclamée par l'I.R.A. provisoire, la libération progressive des intérêts sans jugement, presque tous catholiques, irritent et inquiètent les protestants, qui se sentent « lâchés » par Londres. Le refus des « loyalistes » qui siègent à la Convention de partager les futurs portefeuilles ministériels avec les catholiques convainc la population que rien ne changera jamais et renforce les rangs de l'I.R.A.

Le gouvernement de Dublin, qui, au temps de M. Whitehead, appuyait fermement la politique de Londres en Ulster, se tient maintenant ostensiblement à l'écart, mais son chef, M. Cosgrave, n'en a pas moins appelé la Grande-Bretagne à prendre de nouvelles mesures de sécurité pour faire face à la « très sérieuse » situation actuelle. Or le manifestement commence à se manifester parmi les contingents de l'armée britannique stationnés en Irlande du Nord, de nombreux officiers critiquant la politique d'apaisement de M. Rees à l'égard de l'I.R.A. provisoire. Les extrémistes des deux bords profitent de cette situation incertaine pour reprendre les anciennes, voire nouvelles, mutineries. Des rumeurs ont fait état, ces jours-ci, de la présence à Belfast d'une mission libyenne chargée de négocier des fournitures d'armes.

Le gouvernement de M. Wilson semble sérieusement tenté de lâcher le « boulet » irlandais. Mais on ne voit pas comment il prendrait la responsabilité de retirer ses troupes de la province avant qu'un début de solution politique apparaisse à l'horizon. En outre, l'attitude de l'opposition conservatrice peut être pour un certain temps, j'en suis sûr, un soutien au principe d'une politique « bi-partisane », le parti conservateur d'Ulster s'est réservé le droit de critiquer le gouvernement.

Les cyniques — en les réalisant — pourraient jusqu'à l'accommoder du « statu quo », dans la mesure où la violence restait cantonnée dans des limites « raisonnables ». Mais avec la menace de nouvelles actions terroristes en Angleterre l'« amie de choc » de l'I.R.A. — l'opinion britannique, partagée entre l'exaspération et l'inquiétude, pourrait demander une attitude plus ferme et plus imaginative à son gouvernement.

Détente en Corse après la désignation d'un préfet d'origine insulaire

- M. Jean Riolacci a commencé ses consultations à Ajaccio
Les forces de l'ordre desserrent leur dispositif à Bastia

M. André Rossi, secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement, a rendu public, jeudi soir 28 août, la nomination, décidée par le conseil des ministres, sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, réuni le 27 août, de M. Jean Riolacci, préfet de la Seine-Saint-Denis, aux fonctions de préfet de la région corse, préfet de la Corse, et celle de M. Marcel Julia, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), comme préfet délégué à l'organisation du département de la Haute-Corse. MM. André Gilly, préfet de la région corse, préfet de la Corse, et Jacques Guéri, sous-préfet de Bastia, qui sont ainsi remplacés, seront appelés à d'autres fonctions.

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a déclaré à Europe 1 que le remplacement de M. Poniatowski serait « une bonne chose ». De son côté, le parti socialiste demande également que le ministre d'Etat « s'affaise » et vienne dans cette démission.

« Un signe d'apaisement » qui faciliterait « pour le bien de l'unité nationale, la recherche de la conciliation ». M. Alexandre Saugoulet, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, à la demande de M. Jacques Chirac, de repousser de huit jours le voyage qu'il comptait effectuer en Corse à partir du vendredi 29 août. M. Jean Riolacci est arrivé à l'aéroport d'Ajaccio, le 28 août à 20 h. 30, à bord d'un Mystère 20. « Ma seule déclaration », a-t-il dit aux journalistes, c'est qu'il y a un ton de détente. M. Marcel Julia s'est pas attendu à Bastia avant un ou deux jours. M. Riolacci devait commencer à recevoir, dès vendredi, les représentants de différentes organisations syndicales et professionnelles. La désignation d'un préfet qui a des attaches familiales en Corse — M. Riolacci était en vacances dans l'île il y a huit jours — a, sur place, été généralement bien accueillie. Les

porte-parole de l'ex-ARC s'en montrant, en partie, satisfait, mais attendent « d'autres gestes du pouvoir ». L'atmosphère s'est beaucoup détendue à Bastia, d'où les forces de l'ordre sont apparemment retirées. La sous-préfecture n'est plus gardée que par des plantons. Toutefois, de nouvelles forces de police ont été déployées dans l'île, notamment des gendarmes-parachutistes de la base de Mont-Dauphin et une partie de la brigade anti-génocide. La procédure judiciaire s'est déroulée sur deux plans : d'une part, le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, qui a déjà ouvert trois informations judiciaires, s'apprête à en ouvrir une quatrième ; d'autre part, un jeune homme, arrêté le 28 août au matin à Bastia et transféré le soir à Paris, M. Serge Cacciari, a reconnu, selon le sous-préfet de Bastia, qu'il avait mortellement blessé le brigadier de C.R.S. Serge Cassard.

Confusion et précipitation

De notre envoyé spécial

Bastia. — Le remplacement du préfet de la Corse et celui du sous-préfet de Bastia confirment, s'il en était encore besoin, aux yeux des insulaires, que les opérations de maintien de l'ordre, tant à Ajaccio qu'à Bastia, ont été conduites dans la confusion et la précipitation, qu'il était possible, malgré la froide détermination des insurgés d'Aléria et des émeutiers de Bastia, d'éviter l'effusion de sang. Certes, depuis quelque temps, les frères Simeoni avaient du mal à tenir leurs troupes en main. Au mois de juillet, à Caterragio, au cours de l'assemblée générale de l'ARC, les jeunes militants ont voté la dissolution de l'organisation, pour associer leur voix à la lutte pour la « libération » et de « révolution ». Il est alors décidé de monter l'opération d'Aléria, de passer ainsi dans l'illégalité, mais, explique Max Simeoni, « sans violence et à visage découvert ».

Les militants de l'ARC à épuiser aux provocations du pouvoir une « réponse politique » qui se traduirait par une grande manifestation populaire et pacifique contre la répression. « Nous admettons, au lendemain du drame d'Aléria, qu'il y ait une recherche de responsabilité individuelle. Nous espérons que le gouvernement aurait la sagesse de s'en tenir là ». La dissolution de l'ARC met à nouveau le feu aux poudres à Bastia. Hier de l'autonomisme. Le mercredi 27 août, à 16 h. 30, notification de cette décision est faite aux responsables du mouvement par les commissaires de police central. Les esprits s'échauffent. « Jusqu'à 19 heures, j'ai à plusieurs reprises lancé des appels au calme, réitérés sans cesse les uns après les autres », raconte M. Simeoni. « Les militants autonomistes se montraient impatients de jouer les durs. On connaît l'état d'esprit d'un tel rectifier le tir et invite

Divergences sur le régionalisme

Le gouvernement continue d'égri de loin, par hauts fonctionnaires interposés. Ce sont eux que l'on change et non les responsables politiques, dont en nous répète qu'ils suivent la situation heure par heure quand ce n'est pas minute par minute. Ainsi M. Gilly est-il remplacé par M. Riolacci, comme préfet de la Corse, tandis que M. Julia va mettre en place l'administration du nouveau département de la Haute-Corse, fonctions qui, sur place, paraissent naturellement destinées à M. Guéri, sous-préfet de Bastia. Les partisans ou futurs partisans ne sont pas suspendus de leurs fonctions, comme l'avait laissé croire une première information émanant du ministère de l'Intérieur. D'autres tâches les appellent. Comment ne pas penser qu'ils sont peut-être sanctionnés ? On lui a mal excusé les ordres reçus ou, simplement, on les a tués à la mort de leurs exécutants d'ordres mal donnés ?

« Ce que l'on ne peut exiger des C.R.S., en le demandant, le cas échéant, aux gendarmes mobiles, aux gendarmes parachutistes, ce qui est normal, et aussi aux membres de la brigade anti-génocide en Corse. L'efficacité, récemment mise à l'épreuve, de ces redoutables troupes compensera-t-elle l'effet psychologique déplorable de leur intervention dans cette affaire ? Les Corses autonomistes, même s'ils ont le coup de fusil trop facile, ne sent pas des gangsters et ils ne méritent pas d'être traités comme tels. On oppose l'intimidation à ce qu'il faudrait de la considération. La nomination de M. Riolacci, bien accueillie sur place, est plus habile. Mais, comme celle de M. Julia, elle a été décidée dans une certaine précipitation. ANDRÉ LAURENS. (Lire la suite page 6.)

POUR METTRE UN TERME A LA GUERRE CIVILE

Lisbonne semble souhaiter une intervention indonésienne à Timor

Le départ précipité de Timor, dans la nuit du 26 au 27 août, du gouverneur Lemos Pires et des forces portugaises a laissé le territoire livré à la guerre civile. Selon les témoignages des réfugiés, les combats seraient fait plus de deux mille morts. M. Almeida Santos, ancien ministre des relations extérieures et envoyé spécial du gouvernement de Lisbonne, se trouve à Djakarta, où il a rencontré vendredi M. Mochar Kusumadajaja, ministre de la justice assurant l'intérim de

M. Malik aux affaires étrangères. Bien que M. Almeida Santos ait refusé de le préciser, il est clair que la mission de demander une intervention indonésienne, souhaitée également en termes voilés, par le gouvernement australien. Les journalistes ne pouvant actuellement se rendre à Timor, c'est de Darwin, en Australie, que notre envoyé spécial expose la situation dans l'île telle qu'elle apparaît dans les témoignages des réfugiés.

LA FIN SANS GLOIRE D'UNE COLONISATION

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Il y a quelques semaines et d'immigration. Après quoi, ils ont été conduits dans divers centres d'hébergement. Un certain nombre partiront très prochainement par avion spécial pour Lisbonne. Le reste s'envolera par appareil militaire vers Sydney. En effet, la région de Darwin, dévastée l'an dernier à la veille de Noël par un formidable cyclone, n'arrive pas encore à reloger certains de ses habitants, qui campent depuis huit mois dans un « hôtel flottant ». Nous sommes reçus par le capitaine à bord du Macchi, dont le pont est encombré d'effets militaires et de raions de combat portugais. Selon lui, la situation dans le capitale de la colonie était calme pendant les deux jours qui ont précédé son départ, plus des combats ont éclaté au moment où les réfugiés embarquaient et où le colonel Lemos Pires, et les soixante soldats d'élite qui pro-

férent l'évacuation, décidément de se réfugier dans la petite île voisine de Atauro. Le capitaine Dagger nous assure qu'il a reçu du commandant d'une navire de guerre indonésien, croisant à proximité l'ordre d'évacuer le colonel et ses hommes. Or, une heure après, l'évacuation des réfugiés commença. On peut donc se demander si la décision portugaise d'abandonner Dili n'a pas été prise en coordination avec Djakarta. Les derniers représentants de l'empire lusitanien, dans ce territoire conquis au seizième siècle, sont désormais installés dans l'île insulaire d'Atauro, où s'élevaient seulement, auprès des huttes, quelques bâtiments en « dur ». C'est là qu'est arrivée, jeudi 28 août, la mission de paix portugaise. Venue de Lisbonne et transportée par un avion militaire australien, par de Darwin, elle était accompagnée du représentant du comité international de la Croix-Rouge, M. Pasquier, et d'un officier de renseignements australien. (Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Combien ça vaut ?

Four Henri IV, Paris valait bien une messe ; pour Richelieu, La Rochelle valait bien un siège ; pour Louis XIV, la monarchie absolue valait bien la féodalité ; pour les Parlements du XVIIIe siècle, le pouvoir royal ne valait pas grand-chose ; pour les révolutionnaires, le salut public valait plus que les Girondins ; pour Napoléon, une bonne administration valait plus que tout ; pour la IIIe République, l'unité nationale valait la ligne bleue des Vosges ; pour l'Etat industriel, les régions riches valent de gros investissements. Mais, dans les régions pauvres, l'Etat industriel avait oublié que valent les minorités. BERNARD CHAPUIS.

A BURGOS

Les deux militants basques ont été condamnés à mort

Le conseil de guerre de Burgos a condamné à la peine capitale, ce vendredi 29 août, les deux militants basques : José Antonio Garmendia et Angel Obregón. Ils ont été reconnus coupables de la mort d'un garde civil, le 3 avril 1974, à Aspetitia, en Pays basque. Les avocats disposent de trois jours pour faire appel. Le verdict doit être confirmé par le capitaine-général de Burgos. Puis le général Franco, chef de l'Etat, doit décider en dernier ressort.

Le procès qui s'est déroulé jeudi n'a pas duré cinq heures. Le procureur militaire a confirmé sa requête de peine de mort pour les deux militants basques José Antonio Garmendia, étudiant, âgé de vingt-trois ans, et Angel Obregón, mécanicien, âgé de trente-trois ans. Le premier était accusé d'avoir tiré sur le capitaine de la garde civile Gregorio Posadas, chef des services d'information d'Aspetitia. Au second, il était reproché d'avoir négligé le commando de l'ETA qui aurait préparé l'attentat. An cours des débats, l'avocat de José Antonio Garmendia a affirmé que son client était en France le 3 avril 1974. Quatre témoins ont déclaré de leur côté ne pas reconnaître en lui l'homme qui avait tué le garde civil Garmendia, grièvement blessé à la tête le jour de son arrestation, le 29 août 1974, est resté prostré pendant le procès. Il a répondu faiblement « non » au président qui lui demandait s'il avait quelque chose à dire. Quant au défenseur d'Angel Obregón, il a fait valoir que ce dernier ne connaissait pas la mission du commando de l'ETA, dont son concusé ne faisait d'ailleurs pas partie. Dix journalistes, dont quatre étrangers, et six avocats assistaient au procès, qui fut public. En revanche, les observateurs de l'Association des juristes démocrates de la Fédération internationale des droits de l'homme, d'Amnesty International et de la Commission internationale des juristes n'ont pas été autorisés à pénétrer dans la salle, fermement protégée par des troupes. Ils ont écrié une protestation.

Dernière minute

Ancien président de la République irlandaise

EAMON DE VALERA EST MORT

Eamon de Valera, qui fut président de la République irlandaise de 1959 à 1973, est mort ce vendredi 29 août, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Au terme de son second mandat présidentiel, presque aveugle, il s'était retiré en juin 1973 avec sa femme dans une maison de retraite des environs de Dublin et avait abandonné toute activité publique.

LA VIE FILMÉE SUR FR 3

Les accordéons muets de la Libération

Le sixième épisode de « la Vie filmée », réalisé par Alexandre Astruc, est diffusé ce vendredi sur FR 3 à 20 h. 28. Ses images ont été tournées par des amateurs, clandestins anonymes, au moment de la Libération. Paris libéré dans les rues au son de l'accordéon retrouvé ; le G.I. prend le pose en souriant devant sa jeep ; il ne bouge pas, car il croit qu'on le photographie ; les premiers trains de déportés arrivent, gare de l'Est, et les anciens prisonniers savourent une cigarette longtemps désirée, accoudés à la fenêtre ouverte d'un autobus des T.C.R.P. (ou alors, c'est une jeune femme qui revient chez elle, à Pau, et on lui offre des fleurs).

A Orléans, le pont de P.O. sur la Loire, est détruit : les passagers du Paris-Toulouse traverseront à pied, sur des échafaudages de fortune ; aux Aubrais, il verra la gare de triage en ruine, violent d'époque, et il se surnote ; maintenant, c'est fini. Mexico pevoisera en tricolore pour fêter la célébrance de Paris, tandis que, devant l'Opéra, on verra s'ouvrir le premier bureau d'embauche. Et puis, la cycle des mariages reprendra. Un amateur marquoise brodera sur la thème du « oui » et du « non », et du vote des femmes, lors du référendum de 1948. MARTIN EVEN. (Lire la suite page 13.)

EUROPE

LA SITUATION AU PORTUGAL ET SES PROLONGEMENTS

Le parti communiste propose une conférence « au sommet » de toutes les parties engagées dans la « bataille du pouvoir »

De nos envoyés spéciaux

Liabona. — Dans les jours qui passent, il est des heures qui peuvent tout décider : pour exécuter de convoquer les journalistes au milieu de la nuit, M. Alvaro Cunhal insiste, ce vendredi 29 août à 1 heure du matin, sur le « gravité de la situation ». Au même moment, les principaux chefs militaires du pays continuent de discuter dans un salon du palais de Belem : pour eux, apparemment, les heures ne comptent pas. Conscient des dangers que suscite un pareil blocage, le parti communiste prend l'initiative et propose une véritable conférence « au sommet » de toutes les parties engagées dans la « bataille du pouvoir ».

Le communiqué du P.C.P. invite les principaux secteurs qui peuvent et doivent rechercher un commun accord à la crise « à se rencontrer autour d'une même table. L'appel est lancé aux représentants des instances du pouvoir militaire et civil (présidence de la République, gouvernement provisoire, Conseil de la révolution), aux leaders des tendances du M.F.A. (gauche militaire), le P.C. désigne ainsi les partisans du premier ministre, officiers du Copcon et

groupe des « neuf », et aux responsables du parti socialiste et des organisations membres du front unitaire récemment créé.

De tous côtés, le P.C. redoute qu'un climat de tension permanente favorise un coup de force. « Il y a beaucoup de conspiration, trop de comploteurs », assure M. Cunhal. Certains ne gardent pas leurs secrets. On parle dans les unités militaires, parfois dans les cafés... La hâte des dirigeants communistes peut aussi s'expliquer par l'impérialisme et l'irritation qui s'emparent désormais publiquement dans nombre de secteurs de l'armée. Le P.C. a-t-il senti le danger présent dans la mise en garde publiée peu avant sa conférence de presse par le commandement de la région militaire du centre ?

Le communiqué, il est vrai, ne laisse guère pénétrer de doute sur le déterminisme de certains militaires : le commandement affirme qu'il « a préparé ses unités afin qu'elles prêtent le Portugal contre l'instru-

ration d'un nouveau régime totalitaire ». (Voir ci-contre.)

Le général Manuel Franco Charais, commandant de la région, est l'un des signataires du document des « neuf ». Et l'on sait, de sources sûres, que deux membres importants du groupe Melo Antunes se sont déplacés à Coimbra ces derniers jours. Est-ce là, pour le P.C., une conspiration ? On ne peut voir un nouveau signe de l'habitude chère aux militaires portugais de compter et recompter leurs forces et de « faire la guerre au tableau noir ». Les clans opposés hésitent, observent, mais la crise qui traîne et s'aggrave chaque jour un peu plus fait craindre l'irruption soudaine d'un « coup de droite ». Pour mieux l'exorciser peut-être, les communistes ne cessent de désigner le démon : « Le peuple portugais doit être bien conscient que le pays risque de se trouver subitement face à de violents contre-régimes militaires qui, si elles éclatent, pour-

raient conduire à la guerre civile. » De communiqué en conférence de presse, le parti communiste hausse le ton et en même temps précise ses appels à l'unité. Il y a trois semaines, après une réunion du comité central qui avait amorcé un tournant politique, il parvint à l'ouverture, de lutte contre le sectarisme. Quinze jours plus tard, devant l'échec de ce « contre-offensive » au nord du pays, le P.C. précha la conciliation et se dit prêt à rencontrer « toutes les parties intéressées à la poursuite du processus révolutionnaire ». Cette fois, il se désigne formellement et propose un « sommet ».

« Si le tel aujourd'hui, c'est qu'il estime avoir repris des forces. La manifestation, mercredi, sous les murs du palais de Belem, lui a permis de les montrer au président de la République. Mais les amis de M. Alvaro Cunhal savent aussi que l'unité réalisée avec une extrême gauche active et implantée dans les structures de pouvoir qui naissent à la base est précieuse, voire dangereuse pour eux-mêmes. Les groupes révolutionnaires n'ont pas accepté la tournure donnée à la manifestation par les responsables communistes. Le parti révolutionnaire du prolétariat et la Ligue communiste internationaliste (trotskiste) ont préféré également un rassemblement qui se transformait en « opération plébiscite » du premier ministre et d'un gouvernement qui resta, affirme la L.C.I., « incapable de satisfaire les revendications essentielles des masses et d'écarter la réaction ».

Le front unitaire pourrait donc être éphémère. Pour M. Alvaro Cunhal, il n'est d'ailleurs « pas encore constitué ». Les communistes, visiblement, tiennent à l'écart à droite, craignant une promiscuité trop prolongée avec l'extrême gauche.

En attendant que se règlent au sommet les conflits les plus rudes, une certaine détente est apparue jeudi dans celui qui oppose le Copcon à la 5^e division de l'état-major. Les troupes qui occupent les locaux de la 5^e division ont été sensiblement réduites. Les commandos d'Amadora, revenus le matin même d'Angola et qui avaient mené l'opération mercredi à l'aube, ont été remplacés par des unités du régiment d'infanterie de Queluz (Rio) connus pour leur sympathie aux thèses radicales des officiers du Copcon. On estime même probable qu'après avoir été déployés dans la 5^e division pour protéger les activités à bref délai dans l'attente de la reconstruction annoncée.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBLOU.

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA ESTIME QUE L'ARMÉE N'EST PAS DIRIGÉE PAR DES CHEFS VALABLES

Rio-de-Janeiro (U.P.). — « Ou bien le Mouvement des forces armées revient à ses idéaux démocratiques du 25 avril 1974, ou bien il se transforme en affrontement armé, et la victoire sera pour le Portugal fait l'expérience n'est qu'une indication des événements à venir », a déclaré à Rio l'ex-général Spinola, le jeudi 28 août.

« Le Portugal, a-t-il ajouté, n'a pas de forces armées, mais plutôt des bandes armées, dont l'indiscipline est un reflet fidèle de la situation anarchique d'un pays en voie de désintégration. Les pseudo-chefs militaires qui ont pris l'autorité morale pour représenter les forces armées qu'ils ont euz-toutefois sera combattue par des dirigeants militaires qui ont pris d'entrée eux-mêmes le commandement en chef ou bien ont leur autorité et leur influence supprimées par leurs ennemis.

« Lorsque les forces armées seront devenues commandées par des dirigeants valables, je serai alors en mesure de proclamer catégoriquement que les forces armées du Portugal ne soutiennent pas, et n'ont jamais soutenues, la révolution communiste du Portugal. »

L'ancien chef de l'état a encore déclaré : « Il a été prouvé que l'Union soviétique aide le parti communiste portugais à mener à l'avance si des nations occidentales sont impliquées pour contrer l'aide soviétique, je ne veux pas penser que de telles nations puissent bénéficier de la déstabilisation de l'Europe occidentale. »

Commandant la région centre LE GÉNÉRAL CHARAIS LANCE UNE MISE EN GARDE AUX PARTIS DE GAUCHE

Coimbra (A.F.P.). — « La région militaire du Centre a préparé ses unités de façon à s'assurer qu'une situation ne puisse pas se renouveler, déclare un communiqué publié, jeudi 28 août, à Coimbra, par le commandement de la région militaire afin qu'elles prêtent le Portugal contre l'instru-

Cette région est commandée par le général Manuel Franco Charais, l'un des signataires du document des « neuf ». Le communiqué déplore en outre le « manque de respect » des manifestants, qui, devant le palais de Belem, ont conspué mercredi soir le plus haut représentant de la nation », le général Costa Gomes.

« Ils obligent les forces armées à intervenir, conduisent à la destruction de l'édifice du peuple avec le Mouvement des forces armées, ce qui ne peut que favoriser à très court terme le retour à un régime totalitaire », poursuit le communiqué.

Le commandant de la zone Centre « déplore les tentatives de manipulation des populations, non seulement par les forces de gauche, mais aussi par les forces politiques qui ont la responsabilité historique de la conduite des masses laborieuses sur le chemin de la révolution ». Ces tentatives ont été dénoncées et paraitraient beaucoup plus indésirables par la prise immédiate du pouvoir que par leur rôle politique ».

« En conséquence, déclare encore le communiqué, on assiste à la division de la classe ouvrière, à des émeutes de personnes et de permanences de partis considérés comme progressistes. »

« Une délégation militaire cubaine se trouvant à Lisbonne a essayé de persuader des membres du gouvernement portugais de fournir à La Havane des secrets de l'OTAN, affirmant, jeudi 28 août, dans le Washington Post, les chroniqueurs Jack Anderson et Lee Whitely.

D'origine criminelle selon les autorités LES INCENDIES DE FORÊTS PRENNENT DES PROPORTIONS ALARMANTES

Lisbonne (A.F.P.). — Les forêts de pins et d'eucalyptus du Portugal, de la frontière espagnole jusqu'à Lisbonne, sont ravagées depuis bientôt trois semaines par des incendies qui ont pris des proportions alarmantes et apparaissent, dans bien des cas, d'origine criminelle.

Plusieurs milliers d'hectares de forêts et de cultures ont été détruits, quelques personnes ont déjà trouvé la mort, et de nombreuses bêtes ont péri asphyxiées, menant à la ruine des petits paysans qui dépendent des communes de culture de maïs.

M. Victor Louro, adjoint du directeur des ressources forestières, a pour sa part dénoncé l'existence d'une organisation responsable de bien des incendies, responsable de l'actuelle vague d'incendies, « d'un des objectifs, a-t-il estimé, est de fomentier un climat général de tension et de terreur qui provoquent la désorganisation des unités militaires, et créent les conditions favorables aux autres types de coups qui entraînent ces forces contre-révolutionnaires ».

M. Victor Louro a émis ses affirmations en citant un certain nombre de cas concrets : « En un seul jour, a-t-il dit, à Cabeceira de Basto, une petite localité près de Braga, douze foyers ont été allumés par des bombes incendiaires lancées d'un petit avion. Deux jours plus tard, cet appareil a été aperçu à nouveau, volant au-dessus d'un terrain d'aviation à proximité ».

Jeudi, le Journal de Noticias a lancé un appel à la vigilance et demandé à la population de s'exprimer d'identifier l'appareil et de noter ses caractéristiques et son numéro d'identification. Des toynes se déclarent un peu partout, aidés par les forces militaires et la population, luttent sur un front de 15 kilomètres ; au côté de Porto, on signale une détonance près de liser les magasins ont fermé leurs portes pour permettre aux habitants d'aller combattre sur un front de 10 kilomètres.

LES ÉVÊQUES LANCENT UN APPEL EN FAVEUR DES RAPATRIÉS D'OUTRE-MER

portugaise, par une contribution valable à l'œuvre de pacification et de reconstruction qu'il est urgent de réaliser. L'évangile qui nous appelle à la lumière et au courage indispensables pour lutter pour la vérité, pour la justice, pour la liberté, pour l'unité civile et pour le plein développement, nous appelle à nous réposer la société nouvelle, de laquelle aspirent les Portugais. »

Les évêques, dans l'exercice de leur mission pastorale, appellent à un mouvement de solidarité chrétienne en faveur de tous ceux qui, victimes de la crise nationale, souffrent le plus dans leur corps et leur esprit : ceux qui sont sans travail, sans foyer, les marginalisés, les persécutés, ceux qui sont arrêtés sans inculpation expresse, etc. « Il est la grande qui rend la situation des rapatriés d'outre-mer, les évêques exhortent particulièrement les communautés et organisations catholiques à contribuer avec intelligence et générosité à la solution des très graves problèmes personnels et sociaux créés par leur retour massif, dans des circonstances si dramatiques. »

Grèce Dissensions au sein de l'opposition

Athènes. — Dans un communiqué rédigé en termes sévères, le gouvernement a annoncé qu'il se refusait à faire le jeu de ceux qui cherchent à créer un climat de terreur. Il a abstenu par conséquent de démentir quotidiennement les assertions mensongères.

C'est à Rhodes, le 27 août, que M. Papandréou, président du parti socialiste du PASOK, a mis le feu aux poudres. S'adressant à un nombreux auditoire, il a livré à un violent réquisitoire contre M. Caramanlis et a rompu le trêve politique plus ou moins observée depuis juillet 1974.

Après avoir dénoncé le « mythe » Caramanlis ou les « chiens », M. Papandréou a invité les Grecs à s'engager dans un nouveau et dynamique combat politique. Et surtout, il a affirmé que le décret du 26 juillet et l'ordonnance du 3 octobre 1974 pris sous le gouvernement d'union nationale « avaient pratiquement annihilé » les responsables de la dictature et leurs complices.

Cette affirmation a fait bondir les dirigeants de l'union du centre de M. Stavros, qui, dans un communiqué, ont remarqué que l'annulation ne concerne que les victimes de la dictature et que les procès en cours opposent un cinglant démenti au président du PASOK. Du coup l'opposition se trouve condamnée à combattre en ordre dispersé, car les relations entre les libéraux du centre et les amis de M. Papandréou ne semblent pas devoir s'améliorer.

De son côté, le parti communiste « d'intérieur », qui a toujours reproché à M. Papandréou de brouter les cartes, considère qu'il adopte une position extrême. Le porte-parole parlementaire de ce parti, M. Leonidas Kyriakos, a déclaré qu'après avoir été livré à une « analyse correcte » sur la plupart des points abordés, M. Andréas Papandréou commet un erreur en voulant proposer une trop forte tension politique. Certes, il convient de mobiliser le peuple afin de déloger le Grec des pressions exercées par les Américains et les amis de l'ancienne junta, mais il ne saurait être question de recourir à de nouvelles élections. Cependant M. Kyriakos rejette la responsabilité du malaise actuel sur le gouvernement Caramanlis qui s'est trop hâté de commuer la peine de mort prononcée contre MM. Papandréou, Papatkos et Melakos. Le P.C. « d'intérieur » propose une conférence qui réunirait les représentants de tous les partis politiques afin d'éviter une aggravation de la tension. — M. M.

Italie Le président Leone se dit « effrayé » par l'extension des désordres et des grèves

De notre correspondant

Rome. — Le président de la République italienne, M. Giovanni Leone, a rompu le silence qu'il semblait lui imposer la Constitution et les habitudes politiques, pour exprimer, dans un communiqué, son inquiétude devant la situation actuelle en Italie.

Le chef de l'Etat a dénoncé les maux traditionnels du pays : souffrance, société italienne : grèves abusives, absentéisme, fuite des capitaux. A propos de la grève des chemins de fer déclenchée récemment par un syndicat autonome, il a déclaré : « Je suis effrayé par le fait que les désordres s'étendent de plus en plus ». Cette fois, il se désigne formellement et propose un « sommet ».

« Si le tel aujourd'hui, c'est qu'il estime avoir repris des forces. La manifestation, mercredi, sous les murs du palais de Belem, lui a permis de les montrer au président de la République. Mais les amis de M. Alvaro Cunhal savent aussi que l'unité réalisée avec une extrême gauche active et implantée dans les structures de pouvoir qui naissent à la base est précieuse, voire dangereuse pour eux-mêmes. Les groupes révolutionnaires n'ont pas accepté la tournure donnée à la manifestation par les responsables communistes. Le parti révolutionnaire du prolétariat et la Ligue communiste internationaliste (trotskiste) ont préféré également un rassemblement qui se transformait en « opération plébiscite » du premier ministre et d'un gouvernement qui resta, affirme la L.C.I., « incapable de satisfaire les revendications essentielles des masses et d'écarter la réaction ».

Le front unitaire pourrait donc être éphémère. Pour M. Alvaro Cunhal, il n'est d'ailleurs « pas encore constitué ». Les communistes, visiblement, tiennent à l'écart à droite, craignant une promiscuité trop prolongée avec l'extrême gauche.

En attendant que se règlent au sommet les conflits les plus rudes, une certaine détente est apparue jeudi dans celui qui oppose le Copcon à la 5^e division de l'état-major. Les troupes qui occupent les locaux de la 5^e division ont été sensiblement réduites. Les commandos d'Amadora, revenus le matin même d'Angola et qui avaient mené l'opération mercredi à l'aube, ont été remplacés par des unités du régiment d'infanterie de Queluz (Rio) connus pour leur sympathie aux thèses radicales des officiers du Copcon. On estime même probable qu'après avoir été déployés dans la 5^e division pour protéger les activités à bref délai dans l'attente de la reconstruction annoncée.

DOMINIQUE POUCHIN et JOSÉ REBLOU.

AFRIQUE République Sud-Africaine ARRESTATION DE L'ÉPOUSE D'UN SAVANT ATOMISTE

La police sud-africaine a arrêté, jeudi 28 août, à Johannesburg, l'épouse d'un savant atomiste. Mme Rohm a rejoint en prison cinq syndicalistes étudiants et le poète africain, Breyten Breytenbach, arrêté par les forces de l'apartheid.

L'arrestation de Mme Rohm est en relation directe avec celle de M. Breyten Breytenbach, qualifié sans la moindre preuve à Pretoria d'agent de « certains services secrets ». L'écritain sud-africain — qui a résidé à Paris — a tous jours marqué son opposition à l'« apartheid ». Il a eu à souffrir directement son épouse, une Française d'origine vietnamienne, ne pouvant pas légalement vivre avec lui en Afrique du Sud.

Le mouvement contre le régime d'apartheid et pour la paix (M.A.P.), rue de la Paix, Paris-2^e, a appris avec une vive émotion l'arrestation en Afrique du Sud du grand peintre et poète Breyten Breytenbach, connu pour son opposition à la politique d'apartheid « pratiquée dans son pays, qu'il avait quitté depuis dix ans ».

RECTIFICATIF : dans le deuxième paragraphe de l'article consacré à l'affaire des oléages français du Tchad (le Monde du 29 août), il fallait lire : « Le gouvernement de N'Djamena s'agitait et inquiétait des voyages successifs de M. Claude au Tibesti ».

EURO

Union soviétique

Un avertissement à Pyongyang et Moscou CONDAMNE L'ATTITUDE « neutraliste » ou « conciliatrice » de certains P.C. envers le Maoïsme

Le communiqué du P.C.P. invite les principaux secteurs qui peuvent et doivent rechercher un commun accord à la crise « à se rencontrer autour d'une même table. L'appel est lancé aux représentants des instances du pouvoir militaire et civil (présidence de la République, gouvernement provisoire, Conseil de la révolution), aux leaders des tendances du M.F.A. (gauche militaire), le P.C. désigne ainsi les partisans du premier ministre, officiers du Copcon et

Washington. — A l'issue de la 11^e conférence dirigée par le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, le 27 août, les dirigeants du P.C. ont été avertis de ne pas adopter une attitude « neutraliste » ou « conciliatrice » envers le Maoïsme.

« C'est à Moscou que le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, a adressé un avertissement aux dirigeants du P.C. à l'issue de la 11^e conférence dirigée par le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, le 27 août, les dirigeants du P.C. ont été avertis de ne pas adopter une attitude « neutraliste » ou « conciliatrice » envers le Maoïsme.

« C'est à Moscou que le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, a adressé un avertissement aux dirigeants du P.C. à l'issue de la 11^e conférence dirigée par le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, le 27 août, les dirigeants du P.C. ont été avertis de ne pas adopter une attitude « neutraliste » ou « conciliatrice » envers le Maoïsme.

Albanie

IRANA DEMANDE A BONN 11 MILLIARDS DE MARKS DE DOMMAGE DE GUERRE

De notre correspondant

« L'Allemagne fédérale », a déclaré le ministre des Affaires étrangères iranien, « doit payer à l'Iran 11 milliards de marks de dommages de guerre ».

« L'Allemagne fédérale », a déclaré le ministre des Affaires étrangères iranien, « doit payer à l'Iran 11 milliards de marks de dommages de guerre ».

La convention se tient

Washington. — A l'issue de la 11^e conférence dirigée par le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, le 27 août, les dirigeants du P.C. ont été avertis de ne pas adopter une attitude « neutraliste » ou « conciliatrice » envers le Maoïsme.

« C'est à Moscou que le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, a adressé un avertissement aux dirigeants du P.C. à l'issue de la 11^e conférence dirigée par le secrétaire général de l'Union soviétique, Leonide Brejnev, le 27 août, les dirigeants du P.C. ont été avertis de ne pas adopter une attitude « neutraliste » ou « conciliatrice » envers le Maoïsme.

Handwritten signature or note in Arabic script.

EUROPE

PROCHE-ORIENT

Union soviétique

Un avertissement à Pyongyang et Hanoi ?

MOSCOU CONDAMNE L'ATTITUDE « neutraliste » ou « conciliatrice » de certains P.C. envers le Maoïsme

Le revue Kommunist, organe du comité central du P.C. d'U.R.S.S., vient de lancer, dans son dernier numéro, un sévère avertissement aux partis communistes qui refusent de se prononcer contre le maoïsme. Cité par l'agence Tass, la revue écrit notamment : « Adopter une attitude neutraliste ou, qui plus est, conciliatrice envers le maoïsme et la politique de Mao Tse-toung, sous quelque forme qu'ils se manifestent, signifie servir objectivement les intérêts impérialistes et capitalistes des dirigeants chinois. »

En ce qui concerne les partis communistes du Sud-Est asiatique agissant dans l'opposition ou dans la clandestinité, l'avertissement de Moscou est d'une portée limitée, la grande majorité d'entre eux étant déjà rangés dans le camp de Pékin. L'évocation à leur propos, par Kommunist, d'une « lutte intestine » laisse supposer cependant que les Soviétiques n'ont pas renoncé à agir pour regagner du terrain, comme ils l'ont fait dans le passé, par les moyens les plus divers et le plus souvent souterrains à l'intérieur d'autres partis. Le P.C. japonais, par exemple, qui a récemment renoué des liens officiels mais rudimentaires avec Moscou, en a fait l'expérience.

Vis-à-vis des partis communistes d'Europe occidentale, l'article de la revue soviétique comporte également un avertissement. La quasi-totalité des ces partis — et en tout cas ceux d'Italie, de France, d'Espagne, d'Angleterre et de Belgique — sont fermement opposés à une « écosocialisation » du communisme chinois, à l'occasion soit de la conférence européenne des partis communistes, soit de la conférence mondiale du mouvement communiste dont Moscou souhaite la réunion. En accusant Pékin de « compromettre les efforts concertés des marxistes-léninistes dans la lutte contre la théorie et la pratique maoïstes », l'avis de la revue soviétique.

L'avertissement de Kommunist constitue un fait relativement nouveau, dans la mesure où Moscou paraissait avoir pris son parti d'une situation autorisant certains P.C., en raison de circonstances particulières, à ne pas se prononcer dans la querelle sino-soviétique. Tel était notamment le cas du Parti des travailleurs du Vietnam, qui, jusqu'en 1969, entretenait des relations en principe d'égalité avec le P.C. soviétique. Or le voyage du président nord-vietnamite, le maréchal Kim Il Sung, à Pékin, au mois d'avril dernier, a donné lieu à des échanges particulièrement chaleureux avec les dirigeants chinois. En bonne logique, la mise en garde de Kommunist est donc d'ordre préventif, adressée au régime de Pyongyang. Le cas des Nord-Vietnamiens est un peu différent en raison, d'une part, de l'extrême prudence

LA NÉGOCIATION DE L'ACCORD ISRAËLO-ÉGYPTIEN

M. Kissinger pourrait prolonger son séjour

M. Kissinger a en ce vendredi matin 28 août une nouvelle série d'entretiens avec les dirigeants israéliens. Il a indiqué qu'il passerait la nuit à Jérusalem, avant de repartir à l'aéroport de Tel-Aviv. Selon l'Associated Press, les membres de l'entourage du secrétaire d'État ont affirmé que celui-ci entendait ralentir quelque peu le rythme de ses déplacements entre Jérusalem et Le Caire, et envisageait de différer son retour aux États-Unis. L'agence croit savoir d'autre part que le chef de la diplomatie américaine n'a remis en 3 septembre de l'Assemblée générale des Nations unies à New-York. De plus, M. Kissinger envisageait de se rendre avant cette date en Arabie Saoudite — où il aura pour la première fois des entretiens avec le roi Khaled — en Jordanie et en Syrie.

Abram affirme que le second accord de dégelage dans le Sinaï sera paraphé dimanche. Le journal ajoute que la composition des délégations égyptienne et israélienne qui signeront l'accord devait être déterminée vendredi, jeudi soir, la présidence de la délégation égyptienne n'existait « une grande possibilité » de voir l'accord paraphé dimanche ou lundi prochain. Il a précisé qu'il n'y avait pas « d'obstacles » de la part de l'Égypte concernant cet accord, et qu'il ne voyait rien pour sa part, rien qui puisse empêcher la signature.

Des jeunes gens se sont installés jeudi, avec l'aide des habitants de villages voisins, à Tal Faraj, près du centre du plateau. Ces jeunes, qui vivaient depuis mois au kibboutz Merom Hagolan s'étaient réunis à leur installation définitive, et avaient demandé au gouvernement et à l'agence juive l'autorisation de rester à Tal Faraj. Cette autorisation leur avait été promise, mais ne leur parvint pas encore dimanche. Selon la radio israélienne, les résidents du Golan ont annoncé de multiplier les tentatives de ce genre dans les jours à venir, en réaction aux informations venues de Damas selon lesquelles les négociations pourraient bientôt commencer, entre Israël et la Syrie, prévoyant un dégelage du Golan.

Les nouveaux engagements des États-Unis envers Israël préoccupent les parlementaires

Washington. — La conclusion d'un accord israélo-égyptien paraît suffisamment assurée pour que les milieux officiels s'inquiètent déjà des réactions du Congrès. Les premiers sondages menés auprès des sénateurs et représentants influents révèlent beaucoup de perplexité, et même de l'inquiétude. A la lumière de ces premiers sondages, le président Ford juge bon, il y a quelques jours, de préciser que la question de l'envoi de techniciens civils américains dans le Sinaï était encore en suspens. Du côté du département d'État, cependant, on prévoit qu'après un débat difficile le Congrès finira par approuver l'accord. Officieusement consultés, envisagent sans enthousiasme un engagement des États-Unis au Proche-Orient qui irait au-delà de l'envoi de quelques civils pour assurer le fonctionnement du système de détection sur les cols de Adida et de Gidi, la simple présence de civils américains dans le Sinaï fait même froncer beaucoup de sourcils. Le sénateur Mansfield, leader du parti démocrate, a déclaré qu'il n'est pas sûr que les États-Unis puissent accepter de fournir des armes à un régime qui n'est pas sûr de sa stabilité. Le sénateur Stennis, président de la commission des forces armées, a également insisté sur la nécessité de n'envoyer dans le Sinaï que des civils volontaires. Le sénateur du Texas, qui est hostile à une présence américaine dans le Sinaï parce qu'elle pourrait inciter les Soviétiques à être également présents, s'inscrit dans le même sens. M. Mansfield, du côté du Proche-Orient, a déclaré qu'il n'était pas opposé, en principe, à la présence d'un petit nombre de civils américains au Proche-Orient, et ce devrait être le prix à payer pour la paix. Il est évident que les parlementaires demandent des explications détaillées à M. Kissinger et examineront de près les implications de l'accord. Le Congrès finira sans doute par accepter la présence civile américaine dans le Sinaï, mais avec beaucoup de réserve, et étant bien entendu que cette contribution ne saurait créer un précédent justifiant une nouvelle présence américaine ailleurs, par exemple sur le Golan. En ce qui concerne l'aide économique et militaire à Israël, il en est réajustant le montant.

« Dieu est avec nous »

Jérusalem. — Des psaumes repris en chœur, des invectives jetées dans le fracas des haut-parleurs, des rondes dansantes qui tourbillonnent au centre de la foule... Combien sont-ils ? Quatre mille, vingt mille peut-être. Au pied du Mur des lamentations, dès 10 heures, plusieurs dizaines d'autobus ont déversé leur flot de manifestants venus de partout. Jeunes élèves, religieux de Yeshiva, familles ophrahades, hassidim au caftan noir et papillotes... Répondant à l'appel du Grand Rabbin, le Grand Rabbin de Jérusalem, Israël sont accourus pour défendre « le destin du peuple juif ». Jamais, depuis les années 50, à l'époque des réparations négociées avec l'Allemagne, Jérusalem n'avait connu pareille démonstration de masse. Au Mur lui-même, le balancement mécanique des Juits en prière, des tournés à la foule, paraît s'accroître. Entre les pierres, on a glissé des billets qui en appellent à Dieu pour protéger le président de M. Rabin. Au-dessus des têtes, des banderoles et des cartoulons stylisés les « portilles » d'Henry Kissinger et les « lâchetés » d'un gouvernement capitulaire. La foule acclame un écrivain d'État américain, l'ancien directeur de la CIA, et les trois sourires israéliennes vers un Ronald Reagan égyptien. « Souvenez-vous de l'éternité de Jérusalem, hurle un orateur. Pourquoi donc osons-nous pour de Kissinger ? Nous sommes les fils des rois d'Israël. » D'une seule voix, tandis que le vent agite les banderoles, le foule exhorte un long murmure : « Dieu est avec nous. » Le jour baisse dans une lumière violette. Quelques caravanes, tenus par des petits Arabes, dansent curieusement au-dessus des murailles, là-bas, dans « l'autre ville », qui demeure silencieuse. Collé au flanc d'un autobus, un desah barré de noir exprime en raccourci toutes les colères et tous les désespoirs du moment : un simple escalier dont les marches successives s'appellent Mitla, Gidi, Golan, Galilée... et qui finit à la mer. Le petit peuple est là. Emphatique ou grondants, les orateurs se succèdent. Rabbins ultras, professeurs d'universités, héros du Kippour en rupture de loyauté, tous s'indignent de « l'humiliation » des Israéliens seraient favorables à l'accord intérimaire. Mais où sont-ils ? C. J. GUILLEBAUD.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Prélude aux élections présidentielles américaines

La convention démocrate de 1976 se tiendra à New-York

Washington. — A la majorité de 11 contre 9, les dirigeants démocrates chargés de choisir le lieu de la convention nationale du parti ont préféré New-York à Los Angeles. Ainsi, à partir du 12 juillet 1976, les délégués démocrates se réuniront dans l'enceinte jamaïque du Madison Square Garden, réplique de l'ancien VEG d'après les rumeurs, pour discuter les conditions de leur parti à la présidence et à la vice-présidence des États-Unis. La décision de l'état-major démocrate représente, sans aucun doute, un succès moral pour la grande ville, actuellement aux prises avec de très graves difficultés financières. Apparemment, une sorte de réflexe électoral a joué chez les démocrates en faveur de New-York, et la première capitale des États-Unis, et solide bastion démocrate, a été choisie pour accueillir la convention nationale, et que les délégués pouvaient compter sur tout le confort et les mesures de sécurité nécessaires. Les voitures de New-York se sont engagées à rénover le Madison Square Garden, y consacrant plus de 1 million de dollars. Le choix de New-York donne aussi du poids à l'éventuelle candidature du gouverneur démocrate qui, actuellement, tient délibérément en retrait. Il deviendrait un candidat possible si, comme on le prévoit déjà, aucun des candidats déclarés n'arrivait à réunir une majorité suffisante, la convention se trouverait dans l'impasse. — H. P.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Selon un journal mexicain

M. KISSINGER AURAIT PROPOSÉ UNE RENCONTRE A M. FIDEL CASTRO

Mexico (A.F.P.). — Le journal El Sol, de Mexico, a signalé, dans son numéro du 28 août, la possibilité d'une prochaine rencontre entre M. Henry Kissinger et M. Fidel Castro à La Havane. Le quotidien indique que l'entrevue pourrait avoir lieu dans les prochains semaines, et qu'elle donnerait lieu à une reprise partielle des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba. L'auteur de l'article, qui a accès à des sources officielles, assure qu'une personnalité américaine a remis récemment au premier ministre cubain un message personnel du secrétaire d'État américain, M. Kissinger. M. Fidel Castro aurait accepté tacitement précise le journal.

Liban

DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ENTRE CHRÉTIENS ET MUSULMANS ONT FAIT HUIT MORTS ET VINGT BLESSÉS

Tandis que l'aviation israélienne intervenait jeudi 28 août dans le secteur de Tyr, dans le Sud-Liban, de nouveaux incidents ont opposé, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Beyrouth, chrétiens et musulmans. Des fusillades ont éclaté entre les habitants, en majorité chrétiens, de la ville de Zahlé et ceux de la localité voisine de Saad-Nayel, en majorité musulmans. Les affrontements ont entraîné des blessés, et fait huit morts et vingt blessés, avant que la police ne puisse rétablir l'ordre. Parmi les morts figure un fedayin libanais, et un autre s'agitait, selon eux, de quartiers généraux et de concentrations de fedayin. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters).

Albanie

TIRANA DEMANDE A BONN 11 MILLIARDS DE MARKS DE DOMMAGE DE GUERRE

(De notre correspondant.) Vienne. — L'Allemagne fédérale croit peut-être, après son récent accord avec la Pologne, en avoir fini avec les dédommagements versés à divers États européens à la suite de la seconde guerre mondiale. Il n'en est rien. La note présentée par le gouvernement de Tirana est particulièrement lourde : 11 milliards de marks. Cette revendication avait déjà été présentée par le représentant albanais devant les Nations unies et, dans son discours électoral du 3 octobre, M. Enver Hoxha, chef du Parti du travail, l'avait rappelée. Après avoir déclaré qu'il était indifférent à l'Albanie de ne pas entretenir de relations diplomatiques avec les États-Unis et avoir demandé au gouvernement britannique de débloquent l'or « volé » au peuple albanais, M. Hoxha avait ajouté : « Nous étions la même chose au gouvernement de Bonn, qui pratique une politique revancharde, et qui a à payer à l'Albanie, en tant que réparations de guerre, des dettes qui atteignent des milliards de marks. » La demande albanaise aurait été transmise à la République fédérale par l'intermédiaire des ambassadeurs des deux pays à Belgrade. Bonn et Tirana, en effet, n'entretenaient pas de relations diplomatiques. La réponse ouest-allemande empruntait la même voie. Il paraît toutefois que cette position est positive (1). Les accords de Paris de 1946 interdisent aux États signataires, parmi lesquels figure l'Allemagne, de fomenter séparément des revendications de réparations de guerre. La démarche de Tirana illustre — M. L. (1) On estime néanmoins, dans les milieux proches du ministère des Affaires étrangères, que la demande de Bonn pourrait constituer un moyen d'entamer le dialogue. Après les crédits à bas intérêt que la République fédérale a accordés à la Yougoslavie et à la Pologne, il n'est pas exclu que l'Albanie ait également bénéficié par une aide financière ouest-allemande.

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre envoyé spécial

سكزا من الأصل

S ÉVÉNEMENTS

DE CORSE

Le médiateur politique... M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui était jeudi 28 août invité d'Europe 1, a déclaré :

plan économique « atmosphère »

Libert Bou... M. Jean-Paul Faissau, président de l'U.P.R. (Union des Républicains de Corse), a déclaré :

M. Marchais : que cherche M. Pomiatowski ?

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui était jeudi 28 août invité d'Europe 1, a déclaré : « Le P.C.F. ne soutient pas l'action des minorités agissantes, à plus forte raison si elles utilisent les armes. »

LE P.C. CORSE : Vive la France !

Sous le titre « Vive la France », l'Humanité du vendredi 29 août publie un texte signé de la fédération de la Corse du parti communiste français dans lequel on peut lire : « Le drapeau de l'unité nationale brandi par le pouvoir ne trompera personne. »

LES RÉACTIONS

Dans les milieux politiques

LE P.S. DEMANDE « L'EFFACEMENT » DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Le parti socialiste a publié le 28 août le communiqué suivant : « Les événements de Corse sont d'une extrême gravité. Le parti socialiste, qui désapprouve les actes de violence, s'incline devant les victimes. Par son refus de tenir compte des intérêts réels de la population des départements de la Corse, le pouvoir a créé les conditions d'une véritable escalade de la violence. »

M. TADDEI (P.S.) : Un statut spécial.

M. Dominique Taddei, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré : « Depuis longtemps déjà, les Corses revendiquent une sérieuse prise en considération de leurs problèmes, tant sur le plan du développement économique que sur celui de la reconnaissance de leur identité culturelle. »

Libres opinions

La « question nationale »

par ALAIN LAGUARDA (*)

Il y a près de deux cents ans, l'abbé Grégoire présentait à la Convention son « Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française ». Le 18 Prairial, An II, le texte explicite montre bien la jute culturelle dont le but est clair : « La langue française est l'outil qui établit la discrimination sociale. »

M. ANDRÉ BORD, secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et secrétaire général de l'U.D.R., recorra, à la veille de la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R. qui doit se tenir mercredi 3 septembre.

M. Jean-Baptiste, secrétaire de la fédération U.D.R. de Corse, qui viendra lui exposer les sentiments des compagnons et de la population sur la situation actuelle en Corse et à apporter aux instances du mouvement des informations recueillies sur place et des lettres de la région.

CRÉATION A AJACCIO D'UN COMITÉ ANTI-RÉPRESSION...

Un « comité anti-répression », groupant treize associations et organismes politiques, syndicaux, étudiants, a été créé à Ajaccio et a décidé, « devant la gravité de la situation », de s'élever en permanence.

...ET A MARSEILLE D'UN COMITÉ DE SOLIDARITÉ

Un « comité de solidarité corse », d'autre part, été créé à Marseille. Il compte, entre autres, six adhérents corses installés dans cette ville.

de gérer lui-même ses propres affaires — c'est-à-dire, pour tous, le droit à la dignité — et en le maintenant sous la tutelle institutionnelle d'une administration temporaire, l'état parvient la pousse à toutes les extrémités. »

« L'ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE DE LIBÉRATION DE LA BRETAGNE (mouvement autonome clandestin) se déclare « solidaire des militants de l'ARC incorporés tristement » et annonce qu'elle sera « présente en Bretagne pour le dernier trimestre de l'année 1975, puisqu'il semble que la force soit prise au sérieux par le gouvernement. »

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

LE FIGARO : rétablir l'autorité.

« Pour sauver la liberté, le temps est venu de demander à l'Etat — le rétablissement de l'autorité. Il est bien vrai que l'ordre peut manquer des institutions, mais le moment est mal choisi pour gaspiller le temps en débats sur des problèmes d'éthique. »

L'AURORA : parer à l'immédiat.

« Parer à l'immédiat est devenu une obligation majeure. La nomination d'un préfet originaire de Corse à la tête de la région corse contribuera certainement à établir entre le « singularité » et le « droit à la différence ».

L'HUMANITE : l'ordre boté de Pomiatowski.

« Trois morts en quelques jours, une quinzaine de blessés : l'officier de Giscard d'Estaing pour la Corse est pétri de sang. (...) La responsabilité du pouvoir est immense dans les tragédies qui viennent de se dérouler. Elle est immense au plan politique. »

LE PARISIEN LIBERE : la vraie fraternité viciée.

« La colère se mêle à la tristesse devant les sanglants événements qui, depuis trois jours, ont ensablés la Corse. (...) En face d'une situation créée délibérément et avec machiavélisme par ceux qui veulent, fidèles au prix de sang, détruire notre pays, comme ils essayent d'étrangler le Portugal, l'Italie, l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne. »

LE FIGARO : rétablir l'autorité.

« Pour sauver la liberté, le temps est venu de demander à l'Etat — le rétablissement de l'autorité. Il est bien vrai que l'ordre peut manquer des institutions, mais le moment est mal choisi pour gaspiller le temps en débats sur des problèmes d'éthique. »

DIE WELT (Bonn, groupe Springer) : le centralisme se paie.

« Le fait que la France s'en tienne obstinément à un système centralisateur pour lequel elle doit travailler payer — comme ces jours-ci en Corse — le tribut du sang, est incompréhensible. Les seuls élus de l'Europe occidentale dans lesquels se sont développés des mouvements autonomistes sont également les plus pauvres de l'Europe. »

EUROPE 1 : deux diagnostics.

« Pas question de dons officieux, d'indults politiques, grand commis de la conciliation. C'est tout ce que la France a de mieux à offrir à l'ordre qui revient. Mais avec tout de même une réserve : le ministre de l'Intérieur, qui est le garant de l'unité de la nation, le garant de l'unité de la nation. »

RADIO-FRANCE : une utopie insensée.

« L'utopie est de laisser croire que l'autonomie pour un territoire, une province ou une région, puisse être autre chose qu'une répétition sur le chemin de l'indépendance. Si certains Corses souhaitent que l'île devienne indépendante, qu'ils le disent, mais alors ils devront accepter leur part de la majorité de leurs compatriotes. Ils verront que certains peuvent se laisser tromper par les ambigus d'autonomie, les Corses savent que l'indépendance est une utopie insensée. »

LE TIMES (Londres) : comme en Irlande.

« Il s'agit d'événements d'une gravité qui dépasse de loin celle à laquelle un Etat démocratique peut s'attendre normalement quand il a à répondre à des demandes d'autonomie locale. Ces événements sont plutôt comparables à ceux d'Irlande, où des nationalistes réussissent à provoquer, au du Pays basque espagnol, ou du Pays basque français, le gouvernement français, dans la réaction maladroite, et par trop dramatique à l'occasion d'une crise de violence par l'ARC, la semaine dernière, a provoqué la première perte de vie, ne sera pas enclin à tenter des concessions politiques sans la possession de la violence. Mais si le gouvernement compte uniquement sur des opérations de police pour résoudre la crise, le soutien à l'ARC ne pourra que croître, en tout cas pour les plus jeunes et les plus mécontents. Et la transition vers un programme résolument nationaliste pourra difficilement être retardée. Ce dilemme n'est que trop familier. »

Questions

— Quelles instructions ont été données par M. Pomiatowski ?
— Quelle latitude le gouvernement a-t-il laissé aux responsables sur place ?
— Pourquoi M. Gilly, préfet de la région, préfet de la Corse, n'a-t-il pas conduit lui-même les opérations d'Aléria ? Pourquoi a-t-il désigné ses pouvoirs au sous-préfet de Bastia, alors qu'Aléria est dans l'arrondissement de Corte ?
— Comment s'est engagée

LIBERATION : l'unionisme effréné.

« L'unionisme effréné, l'unionisme dérangé. Il ne s'est pas trouvé une organisation de gauche pour reconnaître la « fait corse ». La

DIE WELT (Bonn, groupe Springer) : le centralisme se paie.

« Le fait que la France s'en tienne obstinément à un système centralisateur pour lequel elle doit travailler payer — comme ces jours-ci en Corse — le tribut du sang, est incompréhensible. Les seuls élus de l'Europe occidentale dans lesquels se sont développés des mouvements autonomistes sont également les plus pauvres de l'Europe. »

EUROPE 1 : deux diagnostics.

« Pas question de dons officieux, d'indults politiques, grand commis de la conciliation. C'est tout ce que la France a de mieux à offrir à l'ordre qui revient. Mais avec tout de même une réserve : le ministre de l'Intérieur, qui est le garant de l'unité de la nation, le garant de l'unité de la nation. »

RADIO-FRANCE : une utopie insensée.

« L'utopie est de laisser croire que l'autonomie pour un territoire, une province ou une région, puisse être autre chose qu'une répétition sur le chemin de l'indépendance. Si certains Corses souhaitent que l'île devienne indépendante, qu'ils le disent, mais alors ils devront accepter leur part de la majorité de leurs compatriotes. Ils verront que certains peuvent se laisser tromper par les ambigus d'autonomie, les Corses savent que l'indépendance est une utopie insensée. »

LE TIMES (Londres) : comme en Irlande.

« Il s'agit d'événements d'une gravité qui dépasse de loin celle à laquelle un Etat démocratique peut s'attendre normalement quand il a à répondre à des demandes d'autonomie locale. Ces événements sont plutôt comparables à ceux d'Irlande, où des nationalistes réussissent à provoquer, au du Pays basque espagnol, ou du Pays basque français, le gouvernement français, dans la réaction maladroite, et par trop dramatique à l'occasion d'une crise de violence par l'ARC, la semaine dernière, a provoqué la première perte de vie, ne sera pas enclin à tenter des concessions politiques sans la possession de la violence. Mais si le gouvernement compte uniquement sur des opérations de police pour résoudre la crise, le soutien à l'ARC ne pourra que croître, en tout cas pour les plus jeunes et les plus mécontents. Et la transition vers un programme résolument nationaliste pourra difficilement être retardée. Ce dilemme n'est que trop familier. »

ÉDUCATION

Quarante élèves par classe dans les écoles maternelles ?

Le ministre de l'éducation, annonce un communiqué de sa ministre, vient, dans une circulaire adressée aux inspecteurs d'académie, de leur demander de prendre toutes dispositions pour qu'à partir de la prochaine rentrée scolaire le nombre d'enfants dont seront effectivement chargés les instituteurs d'école maternelle et des classes élémentaires ne dépasse pas quarante élèves présents. Le communiqué précise que pour les postes nouveaux sont disponibles pour faire face aux besoins ainsi créés.

La publicité donnée à cette circulaire par le ministère de l'éducation est doublement dommageable. D'une part, en effet, les effectifs maximum des classes maternelles et enfantines sont respectivement de quarante-cinq et cinquante élèves inscrits pour les grandes sections (cinq-six ans) et pour les autres. Or, les effectifs des élèves présents atteignent, l'ensemble des chiffres, plus de quarante élèves par classe. Le nombre maximum des élèves n'est en rien une amélioration de la situation présente.

D'autre part, l'accroissement des effectifs, du fait de la pression continue des familles pour que les enfants soient accueillis de plus en plus tôt à l'école maternelle, ainsi qu'aux transferts de population, a nécessité l'octroi de « collectifs » de rentrée de neuf cents postes supplémentaires (le Monde du 29 juin), qui seront principalement destinés aux écoles des zones nouvellement urbanisées. Il n'y a donc pas à attendre de ces créations d'emplois une amélioration des conditions existantes. — Y. A.

CORRESPONDANCE

LE G.F.E.N. ET LES SURDŒUX

M. Robert Gloton, président du Groupe français d'éducation nouvelle (G.F.E.N.), nous demande de publier la lettre de M. Jacques Roland de Renéville, dans le Monde daté 3-4 août, à propos des enfants « surdoux ».

En 1971, le G.F.E.N. s'attache à faire fructifier l'héritage spirituel de ses présidents illustres, Paul Langevin et Henri Wallon ; recherche pour une école démocratique, consistance d'une pédagogie scientifique.

Dans cet esprit, s'il a consacré plus d'efforts au problème des échecs scolaires qu'à la situation des surdoux, c'est que celui-ci est le plus évident devant une pédagogie nouvelle, et qu'il n'est pas le temps d'attendre.

Dans ces controverses, le G.F.E.N. entend s'en tenir à une attitude strictement scientifique ; il ne nie pas l'existence de dons personnels, il défend l'usage qui en est fait pour expliquer les résultats scolaires dans une école sélective, ségrégationniste ; il ne réduit pas ces résultats à l'origine sociale des enfants ; il montre l'importance capitale pour la réussite ou l'échec scolaire du milieu socio-culturel et du niveau de l'éducation familiale ; il apporte la preuve expérimentale que, dans des écoles conçues pour

révéler et mettre en valeur les ressources personnelles de chacun, on ne parle plus de « passeurs » ni de « non-doués ».

Position marxiste, qui rend le G.F.E.N. proche du P.C. ? Le G.F.E.N. prend ses références dans les vérités scientifiques, avec un sens critique, chez M. Piaget, par exemple, déclarant : « Le milieu intervient puissamment dans la réalisation humaine. Combien d'individus bien conçus ont eu l'infortune de mal naître ! » Le G.F.E.N. travaille pour une école où ceux qui ont eu l'infortune de mal naître pourront trouver qu'ils ont été bien conçus. Une école où les surdoux, comme les autres, trouveront leur compte.

● Le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.), affilié à la Fédération de l'éducation, a protesté contre la décision du gouvernement de verser aux écoles privées sous contrat simple à l'allocation scolaire, en application de la loi Barrot de 1961 (le Monde du 29 août). Le S.N.E.S. qui craint une grave pénurie de postes dans l'enseignement public, a dénoncé des mesures scandaleuses en faveur d'un enseignement privé dont les statistiques officielles les plus récentes confirment qu'il recrute principalement dans les catégories sociales les plus favorisées.

APPRENEZ L'ANGLAIS

REGENCY

● Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école, face à la mer.

● Ouvert toute l'année.

● Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'étude par jour.

● Informant le Ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.

● Examens de Cambridge et de la Chambre de Commerce de Londres.

● S.A.N.A., piscine ouverte, discothèque, etc.

REGENCY, BANGGATE, KENT G.R. TEL : 744-5112

Sur Mme BOULLON, 4, r. de la Persévérance, 95-BOULONNE TEL : 269-26-33, en soirée.

Reprise scolaire 75-76

Préparation aux diplômes d'État B. T. S.

Technicien Supér. en 2 années Régime étudiant

● Gestion des Entreprises ; ● Informatique ; ● Secrétariat de direction et trilingue

BAC H INFORMATIQUE

Admission en classes de 2^e, 1^{re}, Terminale

H. E. P. Sténodactylo correspondant Compagnie

PROBATOIRE et aptitude à comptabilité

54, r. Saint-Lazare 90 ECHOLLE TEL : 874-58-80

5, r. Amsterdam (9^e) TEL : 874-25-85 **FAX**

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Paris

1 200 F pour les vieillards de la capitale Les élus communistes protestent contre le refus du gouvernement

La décision prise par le Conseil de Paris, en juin, d'accorder 1 200 F par mois (soit l'équivalent du SMIC) pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans a été remise en cause par le gou-

vernement. Le ministre de l'intérieur estimait, dans une lettre du 3 juillet, que le projet n'était pas suffisamment étudié (le Monde daté 6-7 juillet). « Vous ne voulez pas que soit reconnu aux personnes âgées le droit à un minimum de ressources garanti », écrit-il au premier ministre. La lettre est signée de MM. Henri Fiszbin, député, Serge Boucheny, sénateur, de Mme Andrée Lefèvre, conseiller de Paris, et de l'adjoint au maire, M. Jean-François Collet.

P. T. T.

LE BUDGET 1975 : PRIORITÉ AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le budget des P. T. T., avec 49 019 millions de francs, sera cette année en augmentation de 3,7 % par rapport au budget précédent. C'est au titre des investissements pour les télécommunications et à celui des emplois que se marquent les plus fortes augmentations et que se mesure l'effort du gouvernement.

En effet, le programme d'équipement pour les télécommunications s'élevait cette année à 13 465 millions, soit une augmentation de 44 % par rapport au budget précédent. Le gouvernement avait déjà débloqué 4,2 milliards de francs pour le téléphone, au printemps 1975.

D'autre part, les P. T. T. qui emploient actuellement 400 000 personnes, en recrutent 14 125 en 1975. Le conseil des ministres a décidé de consacrer à l'Etat à procéder par anticipation au recrutement de 5 000 personnes.

Enfin, le budget social augmentera en 1975 de 57 %. Ces 440 millions de francs, sous la forme de primes, de aides au logement, aux colonies de vacances, etc., permettront d'améliorer l'environnement social des agents.

TRANSPORTS

● M. PELLISSIER A LA S.N.C.F. M. Jacques Pelissier, préfet hors classe, qui occupe les fonctions de directeur du cabinet de M. Jacques Chirac, premier ministre, est nommé président du conseil d'administration de la S.N.C.F. à partir du 1^{er} septembre prochain (Journal officiel du 29 août). M. Pelissier remplace M. André Ségalat, qui a atteint la limite d'âge (le Monde du 3 août).

● LE « FRANCE » A MONTREAL. La ville de Montréal (Canada) décidera à la mi-septembre si elle achète ou non le paquebot France pour le transformer en hôtel ou en casino afin d'équilibrer le budget des Jeux olympiques de 1976, à l'indiquer jeudi 28 août le porte-parole du premier ministre québécois. Des négociations sont en cours avec plusieurs acheteurs éventuels, dont le ville de Montréal et la compagnie de Québec, confirme à Paris la Compagnie générale transatlantique.

SPORTS

CYCLISME

AUX CHAMPIONNATS DU MONDE SUR ROUTE Talbourdet ou Hézard

...ou une équipe de France incomplète

M. Richard Marillier, directeur national du cyclisme, devait désigner le dixième coureur professionnel français pour le championnat du monde, mercredi 27 août, à l'issue de la Route nivernaise, et pourtant, à deux jours seulement de l'épreuve, tous les problèmes relatifs à la formation de l'équipe de France ne sont pas réglés.

En effet, au soir de la Route nivernaise, remportée par Bernard Bourreau, le choix du sélectionneur n'est porté sur Georges Talbourdet, mais celui-ci, considérant sa conception de l'équipe, se sentant enclin à l'avis de son directeur sportif, Louis Caput, qui lui conseillait de renoncer au championnat du monde, présenté très difficile en raison de son parcours accidenté.

Talbourdet pourrait céder sa place à Yves Hézard, qui souffre d'une tendinite et qui devra confirmer sa participation au plus tard samedi matin. Dans le cas contraire, l'équipe de France ne réunira que neuf coureurs dimanche 31 août. « Voir dans une course où elle affrontera les meilleurs routiers internationaux. M. Caput regrettable, a dit M. Marillier, mais je n'ai pas de solution de secours. Ce serait d'autant plus regrettable que Christian Seznec, qui a confirmé ses bonnes dispositions en se classant deuxième de la Route nivernaise, restera sur la touche et ne pourra bénéficier d'aucune mesure de repêchage.

Cette situation paradoxale est, en fait, la conséquence d'un règlement qui oblige les fédérations nationales à l'Union cycliste internationale (U.C.I.) la liste des engagés — douze noms — deux semaines avant la date du championnat du monde et qui n'autorise pas de remplacement hors des douze candidats désignés avant les épreuves de sélection. Un règlement qui faut changer.

Le champion de France Jacques Sibille a confirmé, avec son accord du commandant Marillier, directeur national du cyclisme, sa participation au championnat du monde des amateurs qui se déroulera samedi 30 août à Météel (Belgique). — J. A.

● TENNIS. — Au cours de la première journée du tournoi de Forest-Hills, disputé cette année sur terre battue, l'Américain Stan Smith, vainqueur de l'épreuve en 1971, n'a été éliminé par le Néo-Zélandais Onny Parun (4-6, 2-6). Deux Français se sont qualifiés pour la tour suivante : François Jauffret aux dépens de l'Américain Ricardo Fagel (6-4, 6-2), et Georges Goven, battant le Suédois Birger Anderson (6-2, 6-3). Patrick Proisy a été éliminé par le Rhodésien Andrew Pattison (4-6, 3-6).

CARNET

Mariages

— Mme François Courbe, M. et Mme Gilbert Royer de Vercoeur.

Le colonel Henri Welschinger, M. et Mme Claude-Ermauvel Courbe.

M. et Mme André Blancard, sont heureux de faire part du mariage de leurs petits-enfants et de leurs enfants.

Dominique et Dominique, qui sera célébré le samedi 6 septembre, à 15 heures, en l'église de Voltaire (Seine-Martinique), 15 ter, rue des Sources, 92150 Meudon.

24, rue de Fleury, 75006 Paris.

— M. Louis C.D. Joss et Mme née Odette Rozze, ont la joie de faire part du mariage de leur fille Dominique-Aude comte François Fabiani.

La bénédiction nuptiale leur sera donnée le 6 septembre, à 15 h. 30, « La Bergerie », Saint-Paul, 16, rue de la Chapelle, Genève (Suisse).

3, av. des Phalènes, 1200 Chêne-Boulogne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme G. Plescia, M. et Mme B. Lanot, sont heureux de faire part du mariage de leur fille Annie et Jean-François, le samedi 30 août, à Objat (Corrèze), 24, rue Guymanet, 15130 Objat, B.P. 278 Beyrouth (Liban).

Décès

● Louis MAILLOT, ancien sénateur, ancien député, survenu le jeudi 28 août à Bonnetage (Doubs).

Né le 31 août 1899 au Barbeau (Doubs), survenu à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, avait été élu conseiller général du canton de Russey (Doubs) en 1953. Il avait siégé à l'Assemblée départementale jusqu'en 1967, date à laquelle il avait pris sa retraite.

Il avait été élu conseiller général du canton de Russey (Doubs) en 1953. Il avait siégé à l'Assemblée départementale jusqu'en 1967, date à laquelle il avait pris sa retraite.

— M. et Mme E. Lecoq, M. Jean-Marie Lecoq, Mme Elisabeth Lecoq, ont le deuil de leur fils, M. Jean-Louis Lecoq, né le 10 août 1951, décédé le 28 août 1975, à l'âge de 24 ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 août 1975, à 15 heures, en l'église de Saint-Étienne de la Chapelle, 15, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

— M. et Mme Luc Roudinec, M. Jean-Marie Roudinec, Mme Elisabeth Roudinec, ont le deuil de leur fils, M. Jean-Louis Roudinec, né le 10 août 1951, décédé le 28 août 1975, à l'âge de 24 ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 août 1975, à 15 heures, en l'église de Saint-Étienne de la Chapelle, 15, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

— M. et Mme E. Lecoq, M. Jean-Marie Lecoq, Mme Elisabeth Lecoq, ont le deuil de leur fils, M. Jean-Louis Lecoq, né le 10 août 1951, décédé le 28 août 1975, à l'âge de 24 ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 août 1975, à 15 heures, en l'église de Saint-Étienne de la Chapelle, 15, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

Ces remerciements s'adressent particulièrement à ses amis du Maroc qui se sont déplacés à cette occasion.

— Les familles Kon ont la très grande douleur de faire part du décès accidentel de leur fils, M. Jean-Louis Kon, né le 10 août 1951, décédé le 28 août 1975, à l'âge de 24 ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 août 1975, à 15 heures, en l'église de Saint-Étienne de la Chapelle, 15, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

président des imprimeurs de formulaires en continence de l'imprimerie et des industries graphiques, président de la « Continuous Stationery Printers Section » au sein de l'International Master Printers Association.

leur président-directeur général, directeur général et administrateur, décédé le 27 août 1975, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

On se réunira en l'église Saint-Pierre de Chailly, 35, avenue Marceau, Paris-16^e, le lundi 1^{er} septembre 1975 à 16 heures.

— Saint-Jean-de-Maurienne, Le Creusot, Lyon, Mollans (O.), Reims, Bellignat, etc.

M. René Giroux, docteur en chirurgie dentaire, et Mme et leur fille Catherine.

Les docteurs R. Hénon et Alain Giroux et leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Herodot, Dubrenin, Besson, tous les parents et amis, ont le deuil de faire part du décès de

M. Paul LACROIX, entrepreneur de travaux publics, chef de la Légion d'honneur, commandant honoraire du corps des sapeurs-pompiers de Paris, Saint-Jean-de-Maurienne, ancien ingénieur de la Cie Pechony, survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les funérailles ont lieu le 29 août 1975 à 15 heures à la cathédrale de Saint-Jean-de-Maurienne, 24, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part. La famille ne reçoit pas. Elle rappelle à votre plus souvenir son épouse, née Noël, décédée le 10 février 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Edouard NAXOS, survenu le 28 août à Paris.

De M. et Mme Edouard Naxos, son épouse, ses enfants et toute la famille.

« Cité de l'Aviation », 92380 Les Lèves.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Alfréd POWELL (Kivi) SLOUS, survenu le 23 août 1975 à Muri près Berne.

L'inhumation aura lieu le mardi 2 septembre, à 8 h. 30, au cimetière d'Isly-les-Moulineux.

— M. et Mme Luc Roudinec, M. Jean-Marie Roudinec, Mme Elisabeth Roudinec, ont le deuil de leur fils, M. Jean-Louis Roudinec, né le 10 août 1951, décédé le 28 août 1975, à l'âge de 24 ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 29 août 1975, à 15 heures, en l'église de Saint-Étienne de la Chapelle, 15, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.

— M. et Mme Jean Zémro, M. et Mme Armand Zémro, Parents et alliés, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont fait parvenir des lettres de condoléances et de fleurs, ainsi que de leur dévouement et de leur sympathie lors des obsèques du docteur Jean YVORNE, médecin à Beni Mellal (Maroc), décédé subitement et à l'âge de 57 ans, le 27 août 1975.



LES RIVA

Le Léman une langueur mortelle

Des vacances à toute vitesse

Pour ceux qui ne veulent pas se contenter d'un simple séjour, mais qui veulent profiter pleinement de leur vacances, les vacances à toute vitesse sont la solution.

Les vacances à toute vitesse sont une véritable révolution. Elles permettent de profiter pleinement de chaque instant, sans jamais s'ennuyer.

Les vacances à toute vitesse sont une véritable aventure. Elles vous permettent de découvrir de nouvelles régions, de rencontrer de nouvelles personnes, de vivre de nouvelles expériences.

Les vacances à toute vitesse sont une véritable liberté. Elles vous permettent de vivre à votre rythme, de faire ce que vous voulez, de découvrir ce que vous aimez.

Les vacances à toute vitesse sont une véritable joie. Elles vous permettent de vivre pleinement, de profiter de chaque instant, de vivre de nouvelles expériences.

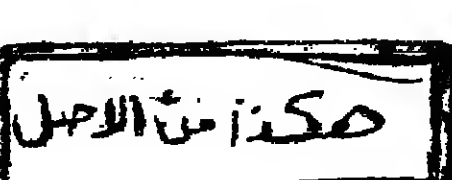
Vécu UN SUISSE CF

E suis parti de Suisse pour mes vacances le 1^{er} juillet 1975. Avec ma femme et mes deux enfants âgés de 10 et 12 ans. Direction Cap-France, où j'avais loué un appartement pour trois semaines. J'ai l'impression de ce que j'ai constaté être vers un véritable paradis. Les vacances à toute vitesse sont une véritable révolution. Elles permettent de profiter pleinement de chaque instant, sans jamais s'ennuyer.

Les vacances à toute vitesse sont une véritable aventure. Elles vous permettent de découvrir de nouvelles régions, de rencontrer de nouvelles personnes, de vivre de nouvelles expériences.

Les vacances à toute vitesse sont une véritable liberté. Elles vous permettent de vivre à votre rythme, de faire ce que vous voulez, de découvrir ce que vous aimez.

Les vacances à toute vitesse sont une véritable joie. Elles vous permettent de vivre pleinement, de profiter de chaque instant, de vivre de nouvelles expériences.



سكنا من الأصل

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

LES RIVAGES DE L'INTÉRIEUR

Le Léman une langue morte

de Montreux, et les touristes anonymes qui par centaines de mille fréquentent ces berges, devraient à leur tour s'alarmer. Leur bonheur est à présent mesuré. Pourtant, ils ne bronchent guère. Les 58 000 habitants du Léman paraissent d'un bien éternel dans leur écrin de montagnes. Et qu'ils sont rassurants les paquebots rouges, dont les silhouettes blanches et défilées « rétro » filent toujours d'une rive à l'autre.

Les seuls qui ne s'y trompent pas sont les pêcheurs professionnels. Ils sont encore deux cents, Suisses et Français, dont les barques plates ramènent chaque jour perches, truites, gardons et féras, délicates spécialités du Léman. Apparemment, pour eux, tout va bien. En deux décennies, leurs prises ont doublé, passant de 600 à 1 200 tonnes l'an. Les nouveaux filets de nylon, immenses et ultra légers, y sont pour quelque chose. Mais aussi la « productivité » du lac. Jamais le poisson n'y a été aussi abondant. Mais justement, c'est peut-être le mieux de la fin.

leur souffle et vont disparaître. L'épinoche, immanquable mais moins exigeant en oxygène, n'est-elle pas ?

Et puis, dans cette eau « lourde », les bactéries sont à l'aise. « La situation bactérienne du lac se dégrade », dit M. Pierre Laurent, directeur du centre d'hydrobiologie de Thonon. Elle est médiocre partout, et maintenant à toutes profondeurs. Conséquence : des baignades interdites ici et là. Et comme cinq cent mille citoyens suisses, faute de forêts, boivent l'eau du Léman, leurs usines de traitement doivent faire de coûteuses acrobaties pour la désinfecter et lui enlever son odeur de moisi.

Mais voilà plus encore, peut-être. Le Léman est menacé d'empoisonnement par le mercure. Comme la baie de Minamata, de sinistre mémoire. Les quelques centimètres de sédiments accumulés au cours de ce siècle au fond du lac en contiennent déjà 60 tonnes. Le lent travail des

peu partent, et même de filons naturels. Mais surtout des industries. En 1973, un chercheur genevois évaluait leurs déversements à 4 ou 5 tonnes par an. Les accusés ont été nommés à la télévision comme dans la presse suisse : l'usine Ciba-Geigy, produisant de la soude, à Monthey, et l'usine Lanx, fabriquant des engrais à Yvoire, toutes deux dans le Valais. L'une et l'autre reconnaissent les faits, non les chiffres. La première annonce 250 kilos de mercure par an, l'autre 70 kilos seulement, qui vont au Rhône, puis dans le Léman. A ce jour, aucune autorité n'a informé ou confirmé ces chiffres. On ne sait même pas si quelqu'un est allé vérifier.

Ce qui est effrayant dans cette affaire — découverte récemment — c'est son côté irréversible. Même si on stoppait demain tout rejet, il resterait 60 tonnes de mercure dans le Léman. Il faudra peut-être un siècle soit pour le sceller sous d'autres sédi-

ments, soit pour qu'il se libère et s'en aille vers la France par le Rhône.

« Ces déversements sont inacceptables », disent les scientifiques. « Ils sont inadmissibles et même scandaleux », ajoutent MM. Henri Monbaron et Antoine Jugrin, présidents des pêcheurs professionnels, l'un sur la rive suisse, l'autre sur la française. Tous deux ont luté l'an dernier contre l'immersion d'un gazoduc dans le fond du Léman. Un tuyau de 80 kilomètres qui distribuait le méthane hollandais aux villes suisses et qu'on a trouvé très commode de cacher sous les eaux. STI écrit, personne ne sait ce qui se passera. Alors cette fois pour les hommes qui vivent du lac la coupe est pleine.

Elle l'est d'autant plus que les gouvernements français et suisse ont créé, en 1962, une commission internationale pour la protection des eaux du lac Léman contre la pollution. Ces organismes se réunissent chaque année et il a formulé six recommandations. Mais il n'est doté d'un modeste secrétariat permanent que depuis trois ans, et les crédits

Des échantillons à toutes profondeurs

Pour comprendre, il faut aller sur le lac avec les scientifiques du centre d'hydrobiologie lacustre de Thonon. Ils sont trente-cinq, dotés de laboratoires tout neufs, d'un flottille et d'un port privé. Chaque mois, en différents points, ils prélèvent des échantillons à toutes les profondeurs. Cette auscultation permanente, assurée depuis des années, leur permet de formuler un diagnostic et de suivre l'évolution du mal.

Par le Rhône, qui draine les montagnes, et les usines du Valais, par une multitude d'égouts qui crachent les effluents, traités ou non, de Thonon, d'Evian, de Montreux, de Vevey, de Lausanne, et bien d'autres localités, ainsi que de quatre-vingt-cinq usines, arrive dans le lac Léman une pollution équivalente à plus de deux millions d'habitants. Or les milliers d'organismes, même lorsqu'ils sont transformés en nitrates et en phosphates par les stations d'épuration, font le bonheur des algues. Engraisées à gogo, celles-ci prolifèrent. Algues vertes qui plombent les filets jusqu'à les faire couler ; plantes aquatiques qui engignent les pêcheurs et y pourrissent ; algues bleues qui, en se décomposant, donnent au lac la teinte sinistre du sang.

Ces « pâturages » aquatiques sont le pain béni de tout une faune, et finalement, des poissons. Ceux-ci pullulent. Mais jusqu'à quand ? Car ces grouilleries respirent et pompent l'oxygène dissous dans l'eau. La température du Léman, qui atteignait en 1958 de 9 à 8 milligrammes d'oxygène par litre, est tombée de moitié à 3 milligrammes par litre. Les truites et les ombles chevronés, nobles poissons, cherchent

organismes vivants risque de transformer ce métal inoffensif en méthylmercure, un poison violent. Celui qui a tué une centaine de Japonais.

Deux fois la dose limite

Les poissons sont-ils atteints ? Ils le sont : de multiples analyses faites récemment en plusieurs laboratoires différenciés le prouvent sans conteste. Heureusement, pour les féras et les petites perches — les plus consommées, il n'y a aucun danger. Mais, dans les perches de grosse taille, comme dans les gardons et les lotes de belle dimension, on a décelé des doses de mercure qui dépassent jusqu'à deux fois les doses-limites fixées par l'Organisation mondiale de la santé (O.S.) microgramme par kilo. La télévision romande a montré, il y a deux mois, à ses téléspectateurs une magnifique brochette qui contenait trois fois la dose maximum. Il était destiné à un restaurant !

D'où vient ce mercure ? D'un

de « recherche », qui devaient être déposés entre 1971 et 1975 (4 millions de francs suisses) ne seront même pas épuisés. « La commission, dit-on à Lausanne, c'est l'ONU du Léman. Elle n'a aucun pouvoir. Les gouvernements font ce qu'ils veulent de ses recommandations. » Apparemment pas grand-chose.

La vérité, c'est qu'en dehors d'une poignée de scientifiques, de quelques défenseurs de la nature et des pêcheurs, personne ne se préoccupe vraiment du lac. Alors que tout le monde prétend en vivre. La rive helvétique, avec ses vingt-six mille chambres d'hôtels, est la seconde région touristique de Suisse. On y a tracé d'un bout à l'autre une des plus belles et des plus anciennes autoroutes « en corniche » d'Europe. Paysagistes et pépiniéristes ont été mobilisés pour y « inscrire dans le site » et en fleurir les abords. Sur le rivage baptisé la « Riviera suisse », on a multiplié les parcs, les baignades, les piscines, les restaurants panoramiques où l'on peut aborder directement en cabine-cruiser. Il y a près de dix mille embarcations de plaisance dans la seule région de Lausanne et l'on s'arrache les « amorceurs » des ports qui se créent partout.

Seize paquebots attendrissants

Sur la rive française, plus populaire, on ne compte que trois mille chambres d'hôtels mais une foule de « camping » et de chambres d'hôtels. Thonon ne perd pas une occasion d'acheter des portions de rivage (Le Monde du 8 mars 1975) pour les ouvrir au public. Chaque municipalité y va de son projet de port de plaisance. Bref, Suisses et Français jouent à fond la carte du Léman, « cette mer intérieure ».

Pour donner plus de vraisemblance à l'image et lui conserver son charme, les autorités suisses ont racheté la centenaire Compagnie générale de navigation et le rajustement à coups de subventions. Il faut que ses seize paquebots abandonnants continuent à promener leur million et demi de touristes. On leur a donné un port tout neuf, des ateliers d'entretien, des diesels qui s'accrochent des vieilles roues à arabe. On fait même construire de nouvelles unités sur le Danube, qu'on achemine par chemin de fer en pièces détachées. Et la population de Lausanne s'est cotisée pour sauver du ferrailleur l'« Hélicette », orgueil de la marine lémanique, datant des années folles.

Mais à quoi servira tout cela, demande M. Paul-Henry Jaccard, directeur de l'Office de tourisme de Lausanne, si on ne s'occupe pas du lac ?

En effet, les remèdes sont connus. Arrêt des déversements toxiques, construction partout de stations d'épuration, équipement de celles qui existent de traitements tertiaires qui retiennent les nitrates et les phosphates. Même un agissant très vite il faudra presque une génération pour que le Léman retrouve sa limpidité. Onze années sont en effet nécessaires pour que l'immense réservoir renouvelle ses eaux.

« Raison de plus pour commencer tout de suite », disent les pêcheurs qui guettent avec l'impatience qu'on devine la quatorzième réunion de la Commission du Léman, en octobre, à Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.

LES PARASOLS DE RAMSÈS

Dans tout temps, d'Hérodoté à Flaubert, des ladies anglaises aux « gentils membres » du Club Méditerranée, on a visité l'Égypte pour ses monuments pharaoniques. Notre époque d'engouement balnéaire n'a pas encore découvert que le pays de Ramsès II disposait aussi d'un millier de kilomètres de côtes sur la Méditerranée, et autant sur la mer Rouge.

Deux mers, l'une pour l'été, la Blanche — nom oriental de la mer nostrum, — l'autre pour l'hiver, la Rouge. Ne parlons point pour le moment de celle-ci, que l'état de guerre avec Israël condamne encore, pour longtemps peut-être, aux eaux minées et aux interdits militaires.

La côte méditerranéenne, en revanche, déroule à l'infini vers l'ouest, notamment sur 300 kilomètres entre Alexandrie et Marsa-Matruh — à l'est les Israéliens occupent encore les rivages sinistres, — ses plages désertes de sable blanc bordées d'une mer de turquoise limpide, d'une intensité de couleur comme on n'en voit guère qu'aux Antilles. Traversant des champs de figuiers, puis le désert, la petite route goudronnée de Libye y conduit sans difficulté, malgré des dos-d'âne pénibles.

A l'exception des plages alexandriennes, bordées comme le métropolitain aux heures de pointe et du village d'Agami, hideux lieu de rendez-vous estival de la bonne société calote, la côte méditerranéenne égyptienne n'est pas encore aménagée. Plusieurs projets importants sont toutefois étudiés : l'accord de principe est acquis pour que le Club Méditerranée se voit confier par l'Égypte la gestion d'un ensemble de vacances de près d'un millier de lits — comprenant un hôtel-restaurant, un village d'été et des villas locales — qui sera installé à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Alexandrie.

Dans ce secteur, aux abords du champ de bataille d'El-Alamein, au lieu dit Sid-el-Aberrahmane, l'État égyptien a déjà fait construire il y a quelques années un hôtel moderne et des bungalows très confortables, d'une capacité d'accueil totale de deux cents personnes. Des Khadims, rappelant, en plus modeste, les tentes caillades du Maroc, peuvent en outre être louées sur la plage ; elles sont dotées d'un confort minimal. « Pour les amateurs égyptiens et étrangers, de soleil, d'espace, de tranquillité, et de prix relativement abordables (environ 100 F par jour par personne, avec la pension complète), Sid-el-Aberrahmane ne désemplit pas pendant la saison des vacances d'été, qui en Égypte s'étale de Pâques à la Toussaint. Il n'y a là ni toule, ni voitures, ni magasins, ni bruit, ni traces d'auvents sortis, le téléphone lui-même se met de temps en temps en sommeil.

D'un côté, voici le grand désert libyque traversé de chameaux paisibles, de l'autre, la mer, hantée seulement de quelques pêcheurs au lamparo. C'est tout. Ce serait le paradis, la solitude érigée en plaisir, si les pétroliers, comme presque partout ailleurs en Méditerranée, ne venaient de temps à autre dégorger leurs fonds de cuves dans les eaux byzantines.

À quand, après les paroles internationales sur la survie du bassin méditerranéen, une véritable police maritime chargée de faire la chasse aux « assassins de la mer » ?

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

CHAQUE soir au crépuscule, un million et demi de Suisses et de Français s'extasient devant un moribond : le Léman. Le plus majestueux et l'un des plus vastes lacs d'Europe occidentale est atteint d'eutrophie. C'est le nom charmant que les hydrobiologistes, ces médecins des eaux, ont donné à une maladie des lacs qui tient à la fois de l'indigestion et de l'asphyxie. Causée par la pollution, c'est une maladie lente, mais mortelle.

Les mânes des premiers métaux du néolithique, qui, mille ans avant notre ère, avaient planté leurs villages lacustres sur ces rives, doivent s'indigner. Au paradis des poètes, celles de Jean-Jacques Rousseau, qui parlait du « cristal azuré du lac » ; de Lamartine, qui vécit l'œil des Cent-Jours chez un modeste pêcheur ; de Byron et d'Anna de Noailles, doivent pleurer aussi. Toutes les célébrités de ce siècle, dont les demeures festonnent les hauteurs

de Montreux, et les touristes anonymes qui par centaines de mille fréquentent ces berges, devraient à leur tour s'alarmer. Leur bonheur est à présent mesuré. Pourtant, ils ne bronchent guère. Les 58 000 habitants du Léman paraissent d'un bien éternel dans leur écrin de montagnes. Et qu'ils sont rassurants les paquebots rouges, dont les silhouettes blanches et défilées « rétro » filent toujours d'une rive à l'autre.

Les seuls qui ne s'y trompent pas sont les pêcheurs professionnels. Ils sont encore deux cents, Suisses et Français, dont les barques plates ramènent chaque jour perches, truites, gardons et féras, délicates spécialités du Léman. Apparemment, pour eux, tout va bien. En deux décennies, leurs prises ont doublé, passant de 600 à 1 200 tonnes l'an. Les nouveaux filets de nylon, immenses et ultra légers, y sont pour quelque chose. Mais aussi la « productivité » du lac. Jamais le poisson n'y a été aussi abondant. Mais justement, c'est peut-être le mieux de la fin.

leur souffle et vont disparaître. L'épinoche, immanquable mais moins exigeant en oxygène, n'est-elle pas ?

Et puis, dans cette eau « lourde », les bactéries sont à l'aise. « La situation bactérienne du lac se dégrade », dit M. Pierre Laurent, directeur du centre d'hydrobiologie de Thonon. Elle est médiocre partout, et maintenant à toutes profondeurs. Conséquence : des baignades interdites ici et là. Et comme cinq cent mille citoyens suisses, faute de forêts, boivent l'eau du Léman, leurs usines de traitement doivent faire de coûteuses acrobaties pour la désinfecter et lui enlever son odeur de moisi.

Mais voilà plus encore, peut-être. Le Léman est menacé d'empoisonnement par le mercure. Comme la baie de Minamata, de sinistre mémoire. Les quelques centimètres de sédiments accumulés au cours de ce siècle au fond du lac en contiennent déjà 60 tonnes. Le lent travail des

Vécu UN SUISSE CHEZ LES VIGNERONS

E suis parti de Suisse pour mes trois semaines de congé, le jeudi 31 juillet vers 10 heures, avec me lomme et mes deux filles âgées de quatorze et de onze ans. Direction : Cap-d'Agde, où j'avais loué un appartement pour ces trois semaines. J'ai l'hébergement de ce trajet et je compte être vers 18 ou 19 heures à destination. Gros ralentissement sur l'autoroute vers Nîmes, puis Verdargues, et arrêt complet vers Gigeac : à 21 heures, nous sommes toujours sur l'autoroute. Vers Balaruc, une centaine de personnes font un filtrage sur l'autoroute, et je suis mis sans doute du côté des « méchants » puisque la suis obligé de quitter l'autoroute vers Montagnac. Nous sommes alors une quinzaine de voitures... toutes étrangères, bien sûr. Jusque-là, rien de grave, si ce n'est du retard pour des vacances toujours trop courtes. A Pézenas, tout change, et la canicule se transforme en drame. On m'oblige — de force, bien sûr — à prendre la direction de Roujan au milieu des vignobles. Au bout de quelques kilomètres — il est 11 heures du soir — un comité d'accueil nous arrête

en pleine campagne, au milieu de la route; ce sont des hommes, une vingtaine, des jeunes surtout, deux ou trois ont des fusils de chasse, certains des manchettes de police. Je colle l'évier ou lire un menuisier romain. Mais non, c'est bien à nous qu'ils en veulent. Pourquoi ? Sans doute parce que je suis étranger, Suisse, de surcroît.

On nous fait descendre tous les quatre, debout contre un « ossé », et on nous fouille, comme de vulgaires contrebandiers (le

feuille de ma femme est particulièrement précisée et... approvisionné). Pendant ce temps, d'autres individus — sans doute « incontrités » — s'occupent de me valaire (une 504, fabriquée en France), les uns pour y voler un translatel et un appareil photo avec des objectifs, les autres pour répandre sur les coussins devant et arrière de la terre rouge qu'ils arroseront de trois ou quatre litres de vin. De ce vin dont ils voudraient remplir tous les bidons d'Europe.

de coups de poignon et que toute la peinture est à refaire...

Nous sommes le 20 août, je reprends mon travail demain (je suis technicien typographe), mais j'ai tiré de ce qui nous est arrivé un certain nombre d'enseignements. Pour la première fois de ma vie, j'ai souffert de la violence, dans un pays qui symbolisait pour moi la liberté. Et je n'ai pas compris. Mes conclusions sont simples, voire simplistes, mais tant pis : je m'étais toujours fait un défenseur de la France — nous en avons besoin dans un pays qui se germanise de plus en plus, — mais il ne peut plus en être question. La défense serait détenir ces individus sans conscience. Alors, je le raconterai mon histoire, au bureau, en avertis, pourvu que cela me soit possible ; et surtout qu'on ne se partie plus de vin français ! Je pense que moi aussi je vais me germaniser, mais tant pis. Au moment où l'on se met à fumer un stock-car sur les routes de France, il est peut-être bon de regarder ailleurs que de l'autre côté du Jura.

ANDRÉ JUNKER.

Je raconterai mon histoire

Quelle nuit ! J'étais plutôt à Bédarieux, Lacaune, Castres, Toulouse, Pamiers, Andorre. Enfin, la frontière. Tant pis pour les 500 francs d'arrhes que nous avons versées à Cap-d'Agde, nous evans se passeront en Espagne. Je précise que le propriétaire chez qui j'étais régulièrement demeuré trois fois ne me les a pas remboursés pour le moment. En arrivant vers Sigès, je constatai d'ailleurs que toute la carrosserie de ma 504 e été rayée

LE GOLF, UN SPORT DE LUXE...

Sans doute, puisque c'est un sport qui se pratique sur de grands espaces, dans des paysages magnifiques, qui exigent un entretien coûteux.

ET POURTANT SAVEZ-VOUS QUE CE LUXE EST À VOTRE PORTÉE

et que vous pouvez jouer au golf dans des conditions qui ne coûtent pas plus cher que celles d'autres sports largement diffusés en France, tels que la ski, le voile ou le tennis ?

LE CENTRE D'INITIATION AU GOLF de Croissy-sur-Seine
à quelques minutes de la Défense

LE GOLF ET COUNTRY CLUB de Chévenot-en-Val
à moins d'une heure de Paris (55 km) avec TENNIS, EQUITATION, PISCINE CHAUFFÉE, GARDERIE D'ENFANTS, RESTAURANT vous permettant de prolonger vos vacances pendant toute l'année.

CENTRE D'INITIATION AU GOLF de Croissy-sur-Seine
115, rue de la République
TÉL. : 978-30-51

GOLF COUNTRY CLUB de Chévenot-en-Val
115, rue de la République
TÉL. : 321-15-11 - 448-00-81

Tourisme

Hôtellerie 1975 : des clés pour une bonne étoile

III. — D'autres fers au feu ?

L'hôtellerie traditionnelle occupe, au cœur des agglomérations, des positions stratégiques que la « nouvelle hôtellerie » lui envie. Son succès, un établissement le doit d'abord à sa localisation. « La première condition pour réussir son affaire, c'est l'emplacement ; la seconde condition, c'est l'emplacement ; la troisième condition, c'est l'emplacement », disait Conrad Hilton.

Où construire ? Il y a deux écoles. Mieux vaut bâtir un « deux étoiles » en centre-ville qu'un « quatre étoiles » à la périphérie, soutiennent les uns. Cette solution est, à leurs yeux, plus rentable pour le propriétaire, plus commode et plus agréable pour le client. Un hôtel stimule, en outre, le cœur malade des agglomérations. La Société d'études et de promotions hôtelières internationales (SEPHI) envisage d'ouvrir trente « deux étoiles » en cinq ans exclusivement en centre-ville.

BEAUCOUP de Français, qui ne sont pas tous hommes d'affaires, seraient tentés de descendre à l'hôtel pour un oui ou pour un non, un peu comme on va au café ou au supermarché. Ils s'offrent l'hôtel, à de rares occasions, un peu comme on fait une folie.

Les nuits sont souvent chères en dehors de chez soi. « Nous n'y pouvons rien, rétorquent les professionnels. L'industrie hôtelière est une industrie de main-d'œuvre. La clientèle s'amenuise qui a du répondant. L'hôtel, par ses prix, « intimide » trop de gens.

Le cérémonial et le décorum : peu de personnes en font une affaire d'état de les voir disparaître. Aujourd'hui, l'homme d'affaires et le touriste apprécient par-dessus tout la commodité des services que l'hôtelier met à leur disposition. Ils acceptent désormais de mettre la main à la pâte. Le distributeur de boissons chaudes, la cuisine à chaussons, entrent dans les mœurs. La « compréhension » que manifeste la clientèle devrait aider les professionnels à concevoir des établissements pratiques et modernes dont l'exploitation ne soit pas ruineuse.

Faire du neuf avec de l'ancien ? Les pouvoirs publics poussent, aujourd'hui, l'hôtellerie traditionnelle à se moderniser. C'est elle, en effet, qui longtemps encore donnera le ton. Mais, de l'avis de professionnels, cette politique ne peut être conduite très loyalement. La rénovation des établissements anciens coûte cher sans toujours donner des résultats satisfaisants. Leur dimension modeste — vingt-cinq chambres en moyenne — interdit de traiter les groupes qui, à certaines époques de l'année, font la recette. Leur situation au centre-ville exclut souvent toute possibilité d'extension.

établissements de luxe et que les hôtels de bas de gamme soient ainsi rejetés vers les faubourgs ? Il est malaisé de contraindre ou du moins de freiner cette évolution. Il vaut la peine de s'y essayer. L'aide des pouvoirs publics — Etat, départements, communes — est, à cet égard, indispensable. Si besoin est, ils pourraient utilement soustraire de leurs réserves foncières, quelques terrains en centre-ville pour y laisser réaliser, à des conditions avantageuses, des opérations hôtelières.

La S.N.C.F. a compris tout le profit qu'elle pouvait tirer, par ce biais-là, de son domaine foncier. La Société de contrôle et d'exploitation des transports auxiliaires (SCETA), sa filiale, vient d'ouvrir, dans le quartier des Batignolles à Paris, un complexe hôtelier qui comprend un « deux étoiles » et un « une étoile » de trois cent vingt-deux chambres chacun. La S.N.C.F. a donné le terrain à bail à la SCETA pour une durée de trente ans, moyennant un loyer annuel d'environ 750 francs par chambre.

Les hospices civils de Lyon ont également utilisé cette formule. Tourinter — un « trois étoiles » de cent vingt-deux chambres — a pu être ainsi construit à deux pas de la gare de Perrache. Si l'hôtellerie veut élargir sa clientèle au-delà des hommes d'affaires qui forment, pour l'instant, son fond de roulement, elle doit concevoir des formules économiques. Par les prix qu'ils pratiquent — autour de 100 francs — les « trois étoiles » se ferment l'accès à un tourisme de passage et de séjour. « Il y a une grosse demande pour des hôtels économiques autour de 70 francs la nuit, reconnaît-on chez Novotel. Dans les conditions actuelles du marché — coût de construction, charges financières, frais de personnel — pour équilibrer le compte d'exploitation d'un « deux étoiles » de cent dix chambres qui emploierait vingt personnes, il faudrait atteindre un taux annuel d'occupation de 75 % ».

Novotel, jusqu'alors confiné dans les « trois étoiles », envisage de construire huit à dix « deux étoiles », par an. Cette société exploite déjà trois hôtels de cette catégorie et attend que se confirme leur succès avant d'allonger la chaîne.

Boîtes à dormir

« Il ne s'agit pas de simplifier les « trois étoiles ». C'est un produit nouveau qu'il faut concevoir sous le signe de la simplification et de la rationalisation », indique un « indépendant » qui s'apprête à ouvrir, en septembre prochain, une « boîte à dormir » à Paris, à l'enseigne « Spot ». Un « deux étoiles » de cent dix chambres, avec toutes les commodités des chambres complètes — peintures comprises — seront aménagées directement sur le chantier, retour au chauffage central au gaz, sélection d'un éclairage au fluor qui diminue de moitié la consommation électrique, etc. Au bout du compte, la chambre de 15 mètres carrés — climatisée et insonorisée, avec radio et télévision — coûte 55 000 francs et se louera 69 francs la nuit.

La Sephi, de son côté, a imaginé d'autres astuces pour obtenir le meilleur rapport qualité-prix. Une cellule de 13 mètres carrés. Pas de place perdue. Plus

de sas d'entrée, une salle de bains en façade, suppression de la baignoire au profit d'une douche, lits d'angle, couchettes escamotables. Economies de personnel : aucun service à l'étage. La Sephi pourra pratiquer des prix inférieurs de 35 à 40 % à ceux d'un « trois étoiles ».

Certains professionnels contestent cette vision très américaine des choses. « Aux Etats-Unis, les hôtels économiques tombent en morceaux au bout de cinq ans », affirme-t-il. « Ces boîtes à dormir se démontent très vite. La clientèle apprécie l'espace. L'avenir est aux « trois étoiles », continue-t-on de penser chez Borel. « Un homme d'affaires coûte 1 000 à 1 500 francs par jour. Il peut payer un supplément de 30 francs pour bénéficier d'éléments de confort que ne lui offre pas un « deux étoiles ». Nos clients ne viendront pas avant 1990 ». Les responsables d'Holiday Inns persistent, eux aussi, à croire que les « trois et quatre étoiles » ont l'avenir devant eux. « On perd de l'argent pendant trois ou quatre ans. Mais on modifie la demande. A long terme, on fait de bonnes affaires ».

A vrai dire, les « deux et trois étoiles » appliquent les mêmes normes de confort moderne. A ce point de vue-là, seule la dimension des chambres fait la différence. Il y aura bientôt deux sortes d'établissements : ceux qui offrent un service plus ou moins personnalisé et ceux qui offrent un service plus ou moins automatisé.

C'est dire combien est inadaptable et déshabillée la classification des hôtels, qui se réfère uniquement à des normes techniques, notamment sanitaires. De nos jours, toutes les salles de bains se ressemblent. La qualité du service n'est pas notée dans l'attribution des étoiles. A dire vrai, il est difficile de le réglementer. On aboutit ainsi à un non-sens. A Paris, par exemple, le Plaza Athénée et le Méridien sont classés « quatre étoiles luxes ». Or, le premier est un vrai palace, le second un moderne caravansérail. Les hôteliers se font inscrire dans cette dernière catégorie simplement pour avoir la liberté des prix.

Le prix de l'étoile n'est pas uniforme. Un « quatre étoiles » en province vaut un « trois étoiles » dans la capitale. Il faudrait

revenir comme avant guerre en France et comme aujourd'hui dans de nombreux pays étrangers à un classement fondé sur les prix. C'est la seule façon pour un client de s'y reconnaître.

Jadis, l'hôtelier aimait recevoir, perdre du temps à bavarder avec l'un ou l'autre. Les clients admettaient être reconnus, choisis comme des pachas. Aujourd'hui, l'hôtelier invisible, surveillé, de son bureau, bilan en mains, la machine des opérations. « Ce n'est plus un métier très drôle », disent certains. Les clients savent que tout se paye, cher même, surtout la prévenance et la gentillesse du personnel. Ils n'en feraient pas une maladie de se passer de leurs services si, en contrepartie, la note s'en ressentait. « Hélas », remarquent-ils, c'est encore bien cher pour ce que c'est. » A moins de voyager en groupe... comme en avion.

JACQUES DE BARRIN.

F I N

(Le Monde a publié les deux premiers articles de cette série : « La famille aux fourneaux », le 16 août, et « Paganie en chaînes », le 23 août.)

Saint-Sylvain : une famille sous le tableau

SAINT-SYLVAIN aux portes d'Angers. Un domaine de 3 hectares : une maison de maître et des dépendances. Deux femmes seules — la mère et la fille — sans gros moyens pour entretenir cette propriété de famille. Pour s'en sortir, l'idée leur vient, un jour, de se faire hôteliers.

Décision prise de moderniser le bâtiment de ferme, sans eau ni électricité. Au total, un investissement de 320 000 francs. Déduction faite d'un apport personnel de 50 000 francs, il reste à trouver 270 000 francs. « Nous avons sollicité la concours du crédit hôtelier », dit Mme Thiessard ; « à cette époque, en 1969, il ne jurait que par les grandes chaînes ; avec nos sept chambres, on ne l'intéressait pas. » Refus net.

« Nous avons dû emprunter à 13 % auprès de divers organismes bancaires. Le département nous a accordé une bonification d'intérêt de 3 000 francs par an. La Fauvelais ouvre au mois de juillet 1970. La mère est aux fourneaux. Une jeune « nativole » les appartements et sert à table. La fille, qui sort de l'école hôtelière de Besançon, fait marcher la maison. Un peu de publicité dans des feuilles locales pour attirer l'attention. Très vite, l'établissement figure dans les guides : Les Mille de France d'abord, le Michelin ensuite. 23 francs, la chambre simple ; de 38 F à 42 F, la chambre double. Pas de temps mort. « Nous affichons presque toujours complet ; je reçois mes

clients chez moi, un peu comme des amis », affirme l'hôtesse. Hiver 1971, la succès appelle un agrandissement : deux chambres supplémentaires, une salle de séminaires pour les hommes d'affaires d'Angers. La famille finance l'opération. La Fauvelais est classée « une étoile ». Elle pourrait en avoir deux s'il y avait le téléphone au chevet du lit.

« Il faudrait un standard et quelqu'un pour le tenir », souligne Mme Thiessard. Nous préférons y renoncer et travailler à l'économie.

La main à la pâte

Au printemps dernier, la mère a rendu son tablier ; désormais, elle fait office de lingère. Une cuisinière de métier a pris la relève. La fille sert les petits déjeuners à partir de 7 h 30 ; les plateaux ont été préparés la veille au soir. La matinée se passe à aller et venir dans le maison, à répondre au téléphone. Fini les courses épuisantes au marché. Plus de cegepots à soulever ; tout se règle par des coups de fil ; on livre à domicile.

L'hôtesse sert à table, aide à la vaisselle. « Je mets la main à la pâte, il faut montrer l'exemple. » L'après-midi, un creux d'environ trois heures. Elle en profite pour arrêter ses comptes, répondre au courrier « même pour dix non ». La cuisine termine sa journée à 17 heures. Tout est prêt pour le dîner : il suffit de faire réchauffer les plats. Deux

menus : 19 F et 29 F. Le restaurant est ouvert de 19 h 30 à 20 h 30. « On doit bien imposer quelques contraintes aux clients. » Tout est terminé à 21 h 30. Si quel'un se présente après l'extinction des feux, il trouve à la réception le clé de sa chambre et un plan pour y accéder. La confiance règne.

« La restauration, c'est trop de travail », note Mme Thiessard. Lorsqu'elle aura fini de rembourser ses dettes — au mois de décembre 1975 — elle rêve de bâtir un « motel » dans un coin du parc. Des chambres et rien d'autre. « La famille devrait marcher ; on construit une rocade à 200 mètres de chez nous », précise-t-elle. Les projets ne coûtent rien.

« Nous sommes au forfait. On le discute ; c'est une solution avantageuse », admet Mme Thiessard. Mais ce n'est pas tout : la T.V.A sur le chiffre d'affaires à régler tous les « quinze » du mois ; 2 022 F, les charges sociales du personnel ; même calculées au plus juste, environ 1 800 F par trimestre. Et avec cela, il est difficile de trouver des employés qui acceptent des horaires un peu tordus. « Alors, on change souvent de têtes, il faut s'y faire. » L'hôtel est ouvert d'un bout à l'autre de l'année. Le restaurant, est fermé le dimanche soir. « Les vacances, on ne fait pas ce que c'est, on en rêve, remarque l'hôtesse. Un verre plus tard... »

J.-J. B.

Tous nos hôtels ont un air de famille : PLM. Mais avec des expressions différentes : celles de leur région.

PLM est une chaîne d'hôtels et de motels. A Paris, en province et jusqu'en Guadeloupe. PLM. Derrière ces trois lettres il y a une certitude : celle d'un confort international. Le confort international est une somme de détails, la longue addition de tout ce qui rend la vie plus simple et plus facile : téléphone, téléx, radio, télévision, bar, réfrigérateur dans la chambre, secrétariat pour hommes d'affaires, parkings, etc.

Mais le confort international, tout seul, c'est un peu monotone : l'ennui finit toujours par naître de l'uniformité. Alors dans un hôtel on a un mot PLM il y a quelque chose de plus : le charme de la région, la diversité des détails — architecturaux, gastronomiques, décoratifs — qui fait le vrai plaisir de voyager.

PLM. Derrière ces trois lettres, il y a toujours une certitude : le confort international — et plusieurs surprises agréables à découvrir — celles qui font qu'un PLM ne ressemble jamais tout à fait à un autre PLM.

Pour vérifier et pour découvrir, un seul numéro de téléphone pour réserver dans tous les PLM : 588.73.46.

PLM International L'hôtellerie d'aujourd'hui. L'hospitalité de toujours.

BEAUNE • GRENOBLE • LYON • MARSEILLE • NEVERS • ORLY • PARIS • VALENCIENNES • STRASBOURG • GUADELOUPE • BANDOL • LES MENURES

Central réservations PLM International : Tél. 588.73.46 - Telex 27740



Domaine des Albères. A flanc de montagne, entre la mer et les Pyrénées, le Domaine des Albères est un des plus beaux sites du Roussillon. Vous n'y découvrirez pas seulement une vue admirable, mais aussi un climat particulièrement agréable, tiède en hiver, aéré, chaud juste ce qu'il faut en été quand le côté est étouffant. Le terrain que nous vous avons réservé au Domaine des Albères est entièrement viabilisé : eau, électricité, téléphone (mais ouï!). Vous y construirez vous-même la maison dont vous avez envie — ou, si vous préférez, nous vous aiderons à la construire. Pour tous renseignements, prenez contact avec Centelles - 16, rue Armand-Izom 66000 Perpignan - Téléphone : 1691 50.53.00. Le Domaine des Albères est à Laroque-des-Albères (66), à 22 km de Perpignan, à 9 km d'Argelès, à 15 km de Collioure. Au soleil du Roussillon, il y a de la place pour vous.

TIP 75 FRIBOURG. Renseignements : Office de Tourisme CH-1700 Fribourg/Suisse

Photo-cinéma PLANS. Article about photography and cinema plans.

Petites images pour l'Amérique. Article about American images.

Maison TISSI. Article about a house for sale.

Correspondance. Article about correspondence.

Le JACOUES. Article about a restaurant.

Le CORSAI. Article about a restaurant.

Le TOTEM. Article about a restaurant.

Handwritten text in Arabic script.

Photo-cinéma



PLANS AMÉRICAINS

VOICI venu le temps des bilans... Et il arrive que ceux-ci soient bons. A plusieurs reprises, nous avons été amenés dans cette rubrique à critiquer le petit format en cinéma. Non que nous le jugions inutilisable ou condamnable...

et le super-8, qui ne se concurrencent pas mais se complètent-ils? Se complètent, oui. Le champ ouvert au cinéma n'a pas été divisé en deux par l'apparition d'un prétendant: moitié pour les petites. Il est maintenant agrandi, peut-être doublé: chacun en fonction de ses besoins peut y trouver son compte.

La bataille n'est rien: c'est la montée de la colère sur les visages qui intéresse. Vingt secondes pour réagir: c'est peu mais suffisant avec un petit appareil qu'un criminel parvient à voler, aussi naturellement qu'un vêtement ou une paire de chaussures, parce que son poids est accepté et donc oublié.

Petites images pour l'Amérique

Un mois de voyage aux Etats-Unis justifiait sans doute un essai en 16 mm. Un urbanisme désolant existant hors des villes les plus beaux magasins regroupés au bord de nationales dans de luxueux shopping centers, mais vidant les cités de toute vie...

Pourvu qu'on ait le fil...

Il est certain que la rapidité de réaction qu'on peut avoir grâce à un super-8 instantanément mise en batterie est un atout dont il faut profiter. Deux Noels s'installent en mimant un match de boxe. Et puis un coup arrive qui fait mal. Immédiatement le jeu dégénère: les visages se tendent et se modifient. On cogne maintenant pour faire mal. Deux minutes après, essouffé, épuisé, on se sépare.

Plaisirs de la table



JULIEN

De tous les restaurants témoins de la Belle Époque (ils deviennent rares!), voici probablement le plus étonnant. Quel? Mieux que Maxim's, que le Train bleu, que Lucas-Carton? Mieux, non certes... Mais à mettre sur le même plan, incontestablement. Et cette longue salle aux vitraux, aux céramiques, aux glaces se reflétant à l'infini, aux bois châtournés, méritait d'être classée. Il faut même vite demander à M. Michel Guy de le faire, crainte qu'un vif promoteur n'ait l'idée de démolir cette merveille!

Les New-Yorkais, dont certains sont d'origine viennoise (pays de la pâtisserie par excellence), ne seront point privés de dessert parce que Londres forme sa succursale, lancée à grand fracas l'autre année. Mollif: permis de travail refusé à une douzaine de pâtisseries et cuisiniers.

Correspondance

A propos des industries aux Sables-d'Olonne

A la suite de notre article du 2 août: « Vendée pas assassinée », le maire des Sables-d'Olonne nous communique les précisions suivantes concernant la zone industrielle installée sur le territoire de la commune:

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

- Provence: M-VILLENEUVE-de-Provence, 0265 MANOSQUE. Sous le ciel le plus pur d'Europe: LE MAS SAINT-YVES. Province: BORDEAUX: LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX. Suisse: AROSA (GRISONS): HOTEL VALSANA.

Maison

TISSUS AU MUR

Le temps des vacances peut être l'occasion de confectionner, au jardin, de rideaux ou couvre-lits pour rénover la maison des champs. Françoise Dorget, dans sa boutique, Etamine, présente des cotonnades indiennes à 30 F le mètre, des tissus de coton imprimés de libellules, de petits ou grands formats, en les deux superposés, en cinq coloris clairs ou foncés, à 55 F le mètre. Du chiné fleur, de tons très frais, vient des Etats-Unis et coûte 53 F.

Rive gauche

LE PETIT ZINC: FRUITS DE MER, FOS PAINS, VINS DE PARIS. LE FORSTEMBERG. Le Miniche.

Le JACQUES CŒUR

Cuisine soignée de Tradition française. CHAQUE JOUR une SPECIALITE. Ambiance musicale (pianiste).

Rive droite

LE CORSAIRE: 1, bd Reaumur, Paris - 525-53-25. LE RESTAURANT DU XVI: EST OUVERT. MENU à 45 F. Service compris.

LE TOTEM: PANORAMA UNIQUE à PARIS. CEJUNERS DINERS REPAS D'AFF.

Maison

RENTREE EN CULOTTES COURTES

LES vêtements proposés pour la rentrée sont des classes se signalent surtout par une discrétion de bon aloi, des coupes sobres et pratiques, enfin une séparation plus nette des styles destinés aux filles et aux garçons. Seuls les manteaux, les grosses vestes et les parkas vont aussi bien aux uns qu'aux autres. La grande vogue du loden se confirme pour tous les âges, en coupes de chasse, importé ou non d'Autriche, en poids assez lourd pour assurer un bon tombant et une imperméabilité efficace.

Rive droite

LE GALANT VERRE: 12, rue de Veneuil, PARIS-7. Réouverture le lundi 1er septembre. Soles particulières 25 couverts. Réservation: 260-84-56.

LA TOUR CELESTE

LE RESTAURANT CHINOIS QUI SONT DE L'ORDINAIRE: 66, rue de la Tour (16e). Téléphone: 520-65-19. Parking gratuit 9 à 19 h.

HONG-YUAN

Restaurant Chinois: 4, rue Brémontel, 17e. WAG 13-23. Ouv. 11h-11h.

TERMINUS NORD: 824.48.72. OUVERT EN AOUT: 23, rue de Dunkerque face Gare du Nord tous les jours.

Mode

RENTREE EN CULOTTES COURTES

leur à l'encolure, à assortir à celle des collants. En fait, les enfants sont surtout attirés par les couleurs vives, parfois heurtées plus que par les formes, d'où une recherche à tous les niveaux de prix de chandails à grands dessins contrastés attirants et d'accroches vifs. Parmi les nouveautés, deux bleus: l'un tirant sur le gris, l'autre sur le violet. Enfin le noir qui fait chanter toutes les couleurs. Les matières utilisées pour la mode d'hiver comprennent nombre de popelines imperméabilisées, de créés et de tissus enduits mats qui accompagnent des velours de toutes sortes et des lainages souples.

Rive droite

LE RESTAURANT CHINOIS QUI SONT DE L'ORDINAIRE: 66, rue de la Tour (16e). Téléphone: 520-65-19. Parking gratuit 9 à 19 h.

HONG-YUAN

Restaurant Chinois: 4, rue Brémontel, 17e. WAG 13-23. Ouv. 11h-11h.

TERMINUS NORD

824.48.72. OUVERT EN AOUT: 23, rue de Dunkerque face Gare du Nord tous les jours.

odette: mince et élégante avec une ligne légère et efficace - sur mesure soutien-gorge, combiné moufle de bain.

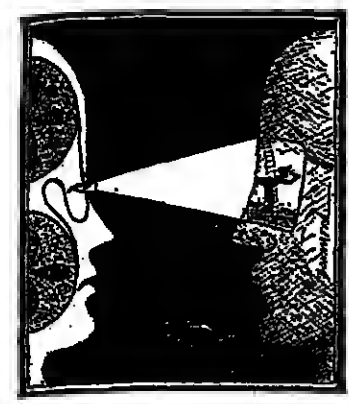
QUAND ON PENSE TUNISIE ON CHOISIT TUNISIE CONTACT: Tunisie Contact est la seule organisation Tunisienne structurée en France, mais aussi la seule organisation française vous offrant son propre service d'accueil en Tunisie.



(Croquis de MABOJ)

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma



La guerre du pétrole n'aura pas lieu de Souheil Ben Barka

Des trois principaux pays maghrébins, le Maroc est certainement le moins développé cinématographiquement...

Le goût du fantastique

Andy, un jeune soldat américain, est tué au Vietnam. Sa mère, de sa famille accablée, se refuse de croire à cette mort...

Au quatrième Festival international de Paris du film fantastique et de science-fiction, « Le Mort vivant »...

Le cinéma fantastique, plus prisé que jamais par les amateurs, subit aujourd'hui une double concurrence...

Le film français, hebdomadaire des professionnels du cinéma, change de format. Avec un format style « Express »...

Autre régal pour les cinéphiles : le numéro d'été de l'« Avant-Scène cinéma »...

De quel rêve, en somme. Le goût du cinéma fantastique ne se perdra pas.

Formé au « Centre spirituel de cinématographie » de Rome... Louis Marcorelles.

Sculpture MORT DE FRITZ WOTRUBA

Le sculpteur viennois Fritz Wotruba vient de mourir ; il était âgé de soixante-huit ans.

L'École viennoise contemporaine compte des peintres admirés au regard fantasmagorique et un sculpteur qui, depuis une quarantaine d'années...

Le titre, périodique, indique qu'une autre guerre du pétrole — et non plus seulement la guerre des pays producteurs...

Pour Fritz Wotruba, c'est l'année zéro, dans sa vie et dans sa sculpture...

Formes

Promenade outre-terre

« Ce n'est pas parce qu'on sait tout, qu'on est censé tout savoir aujourd'hui sur les « formes »... »

Ne reprochons pas ses lacunes à un Cahier de dessin dont, l'an dernier, Jean Leynaud et Dominique Bonaire ont fait un livre...

Fritz Wotruba ne sculpte que des figures humaines. Rêves de grandeur : l'homme y a toujours une échelle titanessque...

C'est ainsi, d'ailleurs, qu'on le voit à la Biennale de Venise en 1950, où il est remarqué comme l'un des sculpteurs les plus significatifs de l'après-guerre...

Les cathédrales humaines, de Fritz Wotruba, toutes empreintes d'émotion et du sentiment du danger qu'avait encouru l'homme durant la dernière guerre...

« Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée... »

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

SAINT-SEVERIN, BUSTER KEATON, SHERLOCK JUNIOR, THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

LA PAGODE, LA CHINE, HANOÏ, INDIA SONG, EISENSTEIN 5 FILMS

les aventures de Pinocchio, UN FILM DE LUIGI COMENCINI D'APRES UN CONTE DE COLLODI

Musées

FIN DE LA GRÈVE DES GARDIENS

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

Le travail a repris et vendredi dans tous les musées nationaux. La réforme de statut réclamée par les gardiens de musée n'ayant pas été accordée...

LE MOULT-VIVANT, LE MOULT-VIVANT, LE MOULT-VIVANT, LE MOULT-VIVANT, LE MOULT-VIVANT

Table with 2 columns: Type of offer (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and corresponding values.

ANNONCES CLASSÉES

Table with 2 columns: Type of service (L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITÉS, etc.) and corresponding values.

offres d'emploi

CONSEILS FISCAUX EXPÉRIMENTÉS sont recherchés par important Cabinet d'implantation nationale POUR DIVERSES RÉGIONS

GROUPE SOCIÉTÉS DE DISTRIBUTION recherche pour son siège administratif à PARIS SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Édifi. ch. visiteur dynamique et orienté sur présent, ouvrages aux enseignants. Com. mil. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Équipe quart. d'un club prévention (jeu, natation, etc.) ch. les assistants soc. ouest, anti. univers. scabell. HERRAULT, 291, rue Lecourbe, 75015 Paris.

L'immobilier

appartements vente

Paris MARAIS RUE DE TURENNE Immeuble en cours rénovation. Luxueux aménagé. Stud. et 3 pces à partir de 123.500 F. Location gestion assurée.

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes:

ANPE AGENE NATIONALE POUR L'EMPLOI

Agence spécialisée des ingénieurs et cadres 12 rue Blanche - 75008 PARIS

appartement. achat

516 rech. à acheter appartement dans Paris. - Téléphone. 343-42-14.

constructions neuves

XVIII JULES-JOFFRIN Chambres et studios. 2, 3 et 4 pièces. Habitués de 1977.

immeubles

18° Immeuble à rénover par mètre 2/3 fibres. 750.000 F. - Écrire R. BERTI, 14, rue de la Torche-Isaac-14.

terrains

SUD GIEN, magnifique terrain boisé, eau, électricité, 8.000 m².

locations non meublées

Paris LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES, 33, rue de Valenciennes.

locations meublées

Paris LA CELLE-SAINT-CLOUD Splend. 5 pièces, terrasse, loggia, tout confort.

locations non meublées

Paris MAISON CAMPAGNE 120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

Chaque vendredi, à partir du 5 septembre, nos lecteurs retrouveront la rubrique

Le Monde

immeubles

18° Immeuble à rénover par mètre 2/3 fibres. 750.000 F. - Écrire R. BERTI, 14, rue de la Torche-Isaac-14.

bureaux

18° VAUVENARGUES à louer bureaux, standing, immeuble neuf, STANDING, 2 étages, 200 m².

pavillons

MAINTREUIL, Pavillon moderne, 4 chambres, 2 salles de bain, piscine.

villas

MONTMORENCY, Villa moderne, 4 chambres, 2 salles de bain, piscine.

propriétés

CHINP, 4 km, mais. 4 p. en pierre, arboré, eau, électricité.

terrains à bâtir

DOMAINE EXCEPTIONNEL 24 tranches en vente. Prix intéressés. Crédit maximum.

fonds de commerce

CANNES Urgent particulier vend CHIFFONNIERIE, 100 m², 100 m².

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

maisons de campagne

120 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD, 130 km. PARIS, autor. SUD.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Qualifiant le prochain plan de relance C.G.T. et la C.F.D.T. dès le début de l'année.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

Le plan de relance de l'État pour 1975-1976, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est un plan de relance de l'État pour 1975-1976.

سكينة والاصل

سكينة والاصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Qualifiant le prochain plan de relance gouvernemental de « mystification » La C.G.T. et la C.F.D.T. appellent à des manifestations dès le début du mois de septembre

Sans attendre la reprise d'activité dans toutes les entreprises, les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont, le jeudi 29 août, lancé un appel commun aux travailleurs pour les inciter à l'action dès les premiers jours de septembre.

Dans ce texte, les deux confédérations rappellent leurs principales revendications : « Le relèvement du pouvoir d'achat, des salaires, des prestations sociales et des retraites ; le SMIC mensuel à 1700 F pour quarante heures hebdomadaires ; la garantie de l'emploi et des ressources pour tous ; la création de nombreux emplois, en particulier dans les services publics ; la réduction du temps de travail, sans perte de salaire ; l'ouverture du droit à la retraite complète à soixante ans ; l'amélioration des conditions de travail ; le respect et l'élargissement des libertés et des droits syndicaux. (...) »

L'action de ces derniers mois dans les entreprises, celle du 10 juillet à Paris ont déjà contraint le patronat à des reculs. Elles ont exercé une forte pression sur le gouvernement, qui cherche maintenant à gagner du temps en lançant un nouveau plan. Mais tout laisse à penser, en dépit de ce qu'il sera obligé de céder, qu'il s'agit pour l'essentiel d'une nouvelle « mystification ».

Face à cette situation, la C.G.T. et la C.F.D.T. appellent leurs organisations, d'une part, à « prendre des initiatives » dans les entreprises pour exiger l'ouverture de négociations sur les revendications des salariés ; d'autre part, à faire pression sur les parlementaires lors de la session extraordinaire de début septembre pour obtenir « des mesures efficaces contre le chômage et la hausse des prix » (des délégués de la région parisienne se rendront le 9 septembre à l'Assemblée nationale).

Enfin, les deux confédérations ont décidé le principe d'une « journée d'action d'ampleur nationale dans le courant de la seconde quinzaine de septembre afin d'obtenir le règlement immédiat, par la voie de négociations, de deux revendications étroitement liées à la solution du problème de l'emploi : retraite complète à soixante ans, réduction de la durée du travail sans perte de salaire ». En outre, un grand rassemblement national pour l'emploi et les ressources des jeunes, en relation avec le droit au travail et au métier, est prévu le 4 octobre à Paris.

Leur satisfaction permettrait à la fois d'améliorer les conditions de vie et de travail et de combattre efficacement l'in-

flation. L'action de ces derniers mois dans les entreprises, celle du 10 juillet à Paris ont déjà contraint le patronat à des reculs. Elles ont exercé une forte pression sur le gouvernement, qui cherche maintenant à gagner du temps en lançant un nouveau plan. Mais tout laisse à penser, en dépit de ce qu'il sera obligé de céder, qu'il s'agit pour l'essentiel d'une nouvelle « mystification ».

Enfin, les deux confédérations ont décidé le principe d'une « journée d'action d'ampleur nationale dans le courant de la seconde quinzaine de septembre afin d'obtenir le règlement immédiat, par la voie de négociations, de deux revendications étroitement liées à la solution du problème de l'emploi : retraite complète à soixante ans, réduction de la durée du travail sans perte de salaire ».

Contre-feux

« Le creux de la combativité est derrière nous. » Cette fois le « petit phare » de la rentrée sociale est de M. Edmond Maire. Elle sonne comme une réplique au « Nous apercevons le bord du tunnel » lancé par M. Jacques Chirac le 19 août et même en partie, comme les propos du premier ministre, de l'option psychologique.

En lançant dès le fin du mois d'août un appel à la mobilisation des travailleurs, en annonçant, avant même que leurs militants soient tous rentrés de congés, des manifestations pour les mois de septembre et octobre avec quelques dates précises à l'appui, les dirigeants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont d'abord voulu allumer des contre-feux. Face au gouvernement qui, à coups d'indiscrétions calculées, occupe depuis une semaine le devant de la scène avec son plan de soutien de l'économie, face au patronat qui, avant même la réouverture des usines, laisse planer la menace de licenciements massifs, les syndicats se devaient de réagir. Ils ont trop en mémoire l'annonce de la crise du pétrole en 1973 et celle de la montée du chômage en 1974 qui ont contribué, deux automnes de suite, à ébranler fortement la combativité des salariés pour ne pas laisser cette fois le terrain libre. Ils cherchent même à déterminer leurs échelons contre d'éventuelles mesures surprises que pourrait annoncer le gouvernement en déclarant que celle-ci ne seraient que des concessions faites sous la pression syndicale et ne changeraient rien à un plan qui apparaît d'ores et déjà à

leurs yeux « pour l'essentiel » comme « une nouvelle entreprise de mystification ».

Mais, de même que M. Chirac s'appuie sur quelques indices favorables pour chercher à créer un climat de reprise, les responsables de la C.G.T. et de la C.F.D.T. invoquent l'augmentation du nombre et de la durée des grèves, ces derniers mois, pour affirmer que l'extension des luttes revendicatives est possible. L'emploi inattendu de l'écroulement du taux des salaires horaires au cours du deuxième trimestre ne s'explique-t-il pas, en partie au moins, par l'existence d'une pression revendicative des salariés dans de nombreux secteurs industriels ? La poursuite de plusieurs centaines de grèves et d'occupations d'usines pendant l'été, malgré l'indifférence d'une opinion publique abrutie de considérations météorologiques et routières, ne témoigne-t-elle pas de l'esprit exceptionnellement combattu des travailleurs ? Ils ne sont encore qu'une petite minorité, certes, mais qui augmente. Les syndicalistes affirment que « la montée des luttes » n'est plus, en cette rentrée, une expression galvaudée. « Nous avons la conviction », déclare le secrétaire général de la C.F.D.T., qu'il existe un processus cumulatif de mécontentement. »

Le durcissement du P.C., qui commence à faire sentir ses effets sur le terrain de la C.G.T., les interrogations internes de la C.F.D.T., peuvent-ils, à court terme, remettre en cause l'alliance entre les deux confédérations qui, jusqu'à présent, a été remarquablement solide ?

Éviter la contagion de la querelle politique

Au total, le démarrage des syndicats apparaît dans son contenu comme deux sens modifiés d'action, très conjoncturels. Il s'agit de faire face aux opérations de « qualification » du gouvernement ou d'« intimidation » du patronat. Pas le moindre élan ou soutien que les partis de gauche pourraient apporter aux manifestations ; pas le moindre référence à une alternative politique ou pouvoir actuel. Les deux organisations cherchent de toute évidence à éviter la contagion des polémiques qui divisent la gauche depuis plusieurs mois. De même elles se gardent bien, dans leur texte commun, d'analyser la nature de la crise économique actuelle ou d'esquisser les grandes lignes d'une autre politique à moyen terme. L'horizon s'arrête à six semaines.

(Avis financier des sociétés)

The présent avis est publié à titre d'information seulement.

BANK PARS

Téhéran

U.S. \$ 10 000 000

CRÉDIT A MOYEN TERME

mis en place par

THE DELTEC BANKING CORPORATION LIMITED
SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE
THE ROYAL BANK OF CANADA INTERNATIONAL LIMITED (Nassau)

et accordé par

ANTONY GIBBS HOLDINGS LIMITED
BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)
BANQUE FRANCO-ARABE D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX
BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE
CANADIAN AMERICAN BANK S.A.
CREDIT SUISSE (MIDDLE EAST) S.A.L.
INTERNATIONAL COMMERCIAL BANK LIMITED
MOSCOW NARODNY BANK LIMITED
SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE
THE DELTEC BANKING CORPORATION LIMITED
THE ROYAL BANK OF CANADA INTERNATIONAL LIMITED (Nassau)

Agent

THE DELTEC BANKING CORPORATION LIMITED

La C.G.T. paraît se satisfaire de cette formule. Forte d'une longue histoire, d'une solide grille d'analyse marxiste et de la référence au programme commun, elle a, depuis le début de la crise, repris presque partout l'initiative dans l'action ; on l'a bien vu lors des grèves de Renault et d'Usinor. Elle est d'autant plus déterminée de maintenir l'unité que les opportunistes que ceux-ci se révélaient mal à l'aise dans la crise et sont condamnés plus souvent à jouer les forces d'appoint que les meneurs.

La C.F.D.T., qui s'est développée au cours des quinze dernières années, c'est-à-dire durant la période de pleine croissance de l'économie française, se trouve soudain confrontée à la crise. Elle qui préchait hier encore un autre développement économique, faisait preuve d'imagination et d'initiative, éprouve d'évidentes difficultés à avancer des réponses originales aux problèmes aigus du moment. Comment parler d'un mieux-vivre quand beaucoup de travailleurs et de chômeurs ne songent plus qu'à survivre ? Faut-il proposer des réformes économiques réalistes, au risque de contribuer à sauver un système capitaliste qu'il s'agit de remplacer ? Est-ce la moment d'affirmer sa spécificité et de se démarquer de la C.G.T. alors que l'aggravation de la crise exacerbe la lutte des classes ? Autant de questions qui, au sein même de la C.F.D.T., suscitent aujourd'hui le débat.

Le durcissement du P.C., qui commence à faire sentir ses effets sur le terrain de la C.G.T., les interrogations internes de la C.F.D.T., peuvent-ils, à court terme, remettre en cause l'alliance entre les deux confédérations qui, jusqu'à présent, a été remarquablement solide ?

M. Séguin et Maire paraissent, pour l'instant, soucieux de ne rien faire qui puisse rompre leur unité d'action. Quitte à naviguer à vue en affirmant, comme l'a fait le secrétaire général de la C.F.D.T. sans que son homologue de la C.G.T. y trouve à redire : « L'action syndicale est le meilleur sinon le seul garant de l'avent des travailleurs... pour l'instant au moins. »

JEAN-MARIE DUPONT.

(Publicité)

SYRIAN ARAB REPUBLIC

MINISTRY OF THE EUPHRATES DAM

CALL FOR TENDERS

FOR THE CONSTRUCTION OF PUMPING STATIONS FOR THE IRRIGATION OF BIR-EL-HASHIM REGION

1. The Ministry of the Euphrates Dam in the Syrian Arab Republic expresses its desire to receive tenders for the construction of 5 pumping stations to irrigate Bir-El-Hashim region in the Balikh Basin, Section 1. The fundamental data for these pumping stations are:

Station	Number of units	Discharge per unit m ³ /sec.	Normal static head m.	Maximum static head m.
Bir El-Hashim ...	4	5,00	20,40	21,20
Bir El-Hashim ... (High lift)	4	2,50	4,70	7,80
Alansar ...	4	1,00	10,00	10,50
No. 5 ...	3	0,500	8,80	9,10

2. Required Works:

- The construction of civil works for the pump houses, inlets, outlets, transformers, and the construction of administrative buildings for the staff running and maintaining the pumping stations.
- Supply and erect all mechanical equipment, including the main pumping units, cranes, drying pumps, drainage pumps, sludge pumps, rising mains, various valves, inlet gates, etc.
- Supply and erect electrical equipment including main pump motors, other motors, distribution systems, automatic control systems, starting units, cables, etc.

3. Documents of the Contract:

Contract documents can be bought from the Ministry of the Euphrates Dam, Malki St., Damascus, for Syr. £ 500.- The documents contain:

- Volume 1: Instructions to tenderers.
- Volume 2: General conditions.
- Volume 3: General specifications.
- Volume 4: Particular specifications and bill of quantities.
- Volume 5: Drawings of civil engineering works.
- Volume 6: Drawings of pumping stations (Mechanical and Electrical Equipment).

4. Information and documents required to be presented with the bid:

- Particulars about the financial capacity of the bidding capital available credits, and supporting letters from banks dealing with them, etc.
- Particulars about the technical capacity of the bidding firm to carry the works subject of this tender.
- Number, qualifications and previous experience of the technical staff to be entrusted with the execution of the project.
- Number, type and specifications of the various equipment, machinery and means of transport to be used in the execution of the works.
- Explanatory note about the method to be adopted in executing the various phases of the required works, with a suggested time-table for the execution of each.
- A certified list of similar projects already executed by the bidding firm, supplemented with letters from the owners of the executed projects, testifying that all obligations and works were fulfilled to their satisfaction.

5. All offers and documents will be accepted in one of the following two languages: Arabic or English.

6. The tender shall be accompanied by a provisional deposit equal to one million Syrian pounds. The deposit shall be either in the form of cash deposit or an accepted letter of guarantee issued by a Syrian bank or a bank accepted by the Central Bank of Syria.

7. All the works included in this tender shall be completed within thirty months from the date of issuing the commencement order. A part of the area could be exploited before the end of this period.

8. The Administration is not bound to accept the least price offer.

9. The tenderer should belong to a country member of the International Bank for Reconstruction and Development (I.B.R.D.).

10. The date of 1st November 1975, at 12 o'clock (noon), is the deadline to receive the tenders at the Ministry of the Euphrates Dam, Malki St., Damascus, Syrian Arab Republic.

(Publicité)

SYRIAN ARAB REPUBLIC

MINISTRY OF THE EUPHRATES DAM

CALL FOR TENDERS

FOR THE EXECUTION OF IRRIGATION, DRAINAGE AND LAND LEVELLING WORKS OF BIR-EL-HASHIM REGION

1. The Ministry of the Euphrates Dam in the Syrian Arab Republic expresses its desire to receive tenders for the execution of irrigation, drainage and land levelling works in Bir-El-Hashim region (part of section 1 of the Balikh Basin) in Raqqa area.

2. Required Works:

- The construction of the Syphon of the Upper Balikh Canal over Wadi-El-Fayed.
- The construction of the irrigation network, main branch, major and minor canals of Bir-El-Hashim region (approx. 10,000 ha. net area) according to the submitted designs. Some of these canals are earth canals, lined with concrete, others are R.C.
- Construction of a network of open drains of different grades according to the submitted designs.
- Construction works related to these canals, drains and roads (intakes, bridges, culverts, outfalls, etc.).
- Land levelling works and construction of water courses.
- Execution of subgrades of roads with stabilization.

3. Documents of the Contract:

Contract documents can be bought from the Ministry of the Euphrates Dam, Malki St., Damascus, for Syr. £ 2,000.- The documents contain:

- Volume (1): Instructions to tenderers.
- Volume (2): General conditions.
- Volume (3): General specifications.
- Volume (4): Particular specifications and bill of quantities.
- Final design drawings.

4. Information and documents required to be presented with the bid:

- Particulars about the financial capacity of the firm (its capital, available credits, and supporting letters from banks dealing with them, etc.).
- Particulars about the technical capacity of the bidding firm to carry the works subject of this tender.
- Number, qualifications and previous experience of the technical staff to be entrusted with the execution of the project.
- Number, type and specifications of the various equipment, machinery and means of transport to be used in the execution of the works.
- Explanatory note about the method to be adopted in executing the various phases of the required works, with a suggested time-table for the execution of each.
- A certified list of similar projects already executed by the bidding firm, supplemented with letters from the owners of the executed projects, testifying that all obligations and works were fulfilled to their satisfaction.

5. All offers and documents will be accepted in one of the following two languages: Arabic or English.

6. The tender shall be accompanied by a provisional deposit equal to five million Syrian pounds. The deposit shall be either in the form of cash deposit or an accepted letter of guarantee issued by a Syrian bank or a bank accepted by the Central Bank of Syria.

7. All the works included in this tender shall be completed within thirty months from the date of issuing the commencement order. A part of the area could be exploited before the end of this period.

8. The Administration is not bound to accept the least price offer.

9. The tenderer should belong to a country member of the International Bank for Reconstruction and Development (I.B.R.D.).

10. The date of 1st November 1975, at 12 o'clock (noon), is the deadline to receive the tenders at the Ministry of the Euphrates Dam, Malki St., Damascus, Syrian Arab Republic.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE PÉTROLIÈRE

LE RATIONNEMENT DU FUEL INDUSTRIEL EST AJOURNÉ

L'administration a décidé de surseoir aux mesures de rationnement du fuel utilisé par les industriels, mesures qui, après de longs mois d'études et de discussions, devaient entrer en application le 1^{er} septembre.

Il est difficile de savoir précisément si cet ajournement est de quelque mois seulement ou si, au contraire, la question est discutée au sein même de l'administration. Le marché du fuel industriel est déprimé à cause de la récession, et il serait paradoxal de chercher à rationner un produit que l'on a des difficultés à vendre (la consommation de fuel lourd a diminué de 12 % environ pendant les sept premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de 1974). En outre, on ne veut rien faire qui fasse obstacle à la relance tant attendue de l'activité économique.

Les quatre cents ouvrières de la CIP ont reçu leur lettre de licenciement. Les craintes des salariés de la Confection Industrielle du Pas-de-Calais (CIP) qui occupent leur usine à Hainnes-La Bassée depuis le 18 juillet (le Monde du 27 août) n'étaient pas sans fondement. Les ouvrières viennent en effet de recevoir leurs lettres de licenciement, tandis que le dépôt du bilan de l'entreprise était annoncé le mercredi 27 août au cours de l'audience du tribunal de commerce de Béthune, devant lequel la C.I.P.I.T. avait assigné le P.D.C. M. Gérard Furon, confectionneur à Alys (Gard), pour non-paiement de salaires. (Corresp.)

Des contacts diplomatiques sont encore nécessaires pour relancer le dialogue Nord-Sud

La France lancera ses invitations aux dix délégations participant à la « réunion préparatoire » à la Conférence sur l'énergie et les matières premières (États-Unis, Japon, C.E.E., Arabie Saoudite, Iran, Algérie, Venezuela, Brésil, Inde, Zaïre) au début du mois de septembre, dit-on à Washington de « source digne de foi », rapporte l'agence Reuters. Cette « fuite » confirme l'impression que Washington pousse à la roue et tient beaucoup à ce que l'annonce de la reprise du dialogue se fasse avant la réunion de l'OPEP, qui débute le 24 septembre, à Vienne, ceci pour donner un atout supplémentaire aux pays pétroliers « modérés » dans la discussion sur la hausse du « brut ».

Le son de cloche que l'on entend à Paris est différent. Sans doute les premières réactions enregistrées au document de procédure qui a été envoyé aux Dix sont-elles « favorables », y compris celle de l'Algérie. Mais on estime que d'autres contacts diplomatiques seront nécessaires, notamment à l'occasion de la réunion spéciale des Nations unies qui débute la semaine prochaine à New-York — à laquelle assiste M. Sarvagangue — pour

Aux États-Unis, le déficit budgétaire s'est établi à 43,6 milliards de dollars (182 millions de francs) pour l'exercice terminé le 30 juin, les dépenses totalisant 324,8 milliards et les recettes 281,2 milliards de dollars. Pour l'année budgétaire 1975-1976, le déficit serait d'au moins 60 milliards de dollars. — (Agefi.)

lever toutes les ambiguïtés, afin que l'échec d'avril dernier ne se répète pas.

En d'autres termes, on estime à Paris que l'« échéance » du 24 septembre ne justifie pas que l'on brusque les choses. Au demeurant la « ficelle » américaine est un peu trop voyante, et la diplomatie française a tendance à la jeter gênante. — Ph. S.

(Publiété)

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER NIGÉRIEN

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Un appel d'offres est lancé auprès de fabricants bien établis pour la fourniture de :

- 151 voitures de voyageurs.
- 20 wagons à crémaillère (pour transport de voitures).
- 10 wagons réfrigérants.
- 35 locomotives de ligne Diesel à transmission électrique, puissance en régime continu : 1.600-1.700 ch. bruts.

Les demandes de documents de soumission seront adressées à :

THE CROWN AGENTS
1, DIVISION
4 MILLBANK
LONDON SW1P 3JD
ANGLETERRE

TELEK : 916205 TELEGRAMMES : CROWN LONDON

Les documents de soumission pourront être délivrés aux demandeurs de bonne foi à compter du 5 septembre 1975.

Les références qui suivent devront figurer sur toute demande de documents de soumission :

Article a L/N/NIG RLY B 5/18887
Article b L/E/NIG RLY B 5/18888
Article c L/J/NIG RLY B 5/18889
Article d L/B/NIG RLY B 5/18890

Les offres complètes seront soumises aux CROWN AGENTS au plus tard le 31 octobre 1975.

MONNAIES ET CHANGES

La réunion des ministres des Finances de la zone Franc

LE FONDS DE SOLIDARITÉ VA ÊTRE CRÉÉ

Après la réunion des ministres des finances de la zone franc, qui s'est tenue à Paris, M. Jean-Pierre Fourcade a donné quelques précisions sur la position que la France défendra à l'assemblée générale du F.M.I. qui s'ouvre lundi à Washington. Il ne s'agit pas, a-t-il dit en substance, quand la France ré-

clame le retour à la parité fixe, de rétablir le système de Bretton-Woods. Dans l'immédiat, il faudrait prévoir un gentleman-agreement entre les principaux États pour que leurs monnaies fluctuent à l'intérieur de certaines limites inférieures et supérieures, et ensuite de donner un objectif de retour progressif à un système de parité fixe. La France est prête à examiner séparément cette question de celles des autres points de l'ordre du jour (ventes d'or au F.M.I., augmentation des quotas, etc.) alors que les Américains veulent toujours présenter un projet d'ensemble. Les pays de la zone franc ont appuyé la thèse de M. Fourcade sur la nécessité d'en revenir à des taux de change stables.

En ce qui concerne la conférence monétaire et au sommet à proposer par M. Fourcade à Washington, M. Fourcade a dit que deux solutions étaient possibles : ou bien une conférence « au sommet » des chefs d'État, qui traverserait les rapports d'experts, ou bien la formation

d'un groupe de travail distinct, en marge de la conférence sur l'énergie qui doit se tenir à Paris.

Aux dires des participants, la réunion des ministres des finances de la zone franc a été, cette année, plus animée que d'habitude et fort intéressante. Le fonds de solidarité africain, dont l'idée avait été lancée par la France à la conférence de Bangui, sera sans doute créé d'ici le début de l'année prochaine. Le fonds aura pour mission d'accorder des bonifications d'intérêt ou des garanties pour des prêts internationaux uniquement les pays appartenant à la zone franc, mais d'autres pays francophones, tels que, a dit M. Fourcade, le Zaïre, la Guinée, le Bénin, le Bénin, ou tel ou tel autre encore. La France financera la moitié de ce fonds de solidarité, l'autre partie étant financée par les pays de la zone franc. Simultanément, les moyens d'action de la caisse centrale de coopération économique qui accorde des intérêts bonifiés, vont être augmentés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Emprunt 5 % 1961 : Échéance

Electricité de France a émis en 1961 des obligations de 250 F portant intérêt au taux nominal net de 5 %.

Ces titres sont remboursables, par séries égales annuelles tirées au sort, le 23 janvier de chaque année jusqu'au 23 janvier 1991. Le prix du remboursement est de 275 F pour l'échéance de 1976 et de 300 F pour les échéances suivantes.

Les porteurs peuvent obtenir, par anticipation, le remboursement de leurs titres à 275 F le 23 janvier 1976, à condition que les titres déposés avant le 25 septembre 1975 à l'une des caisses désignées par la Caisse nationale de l'énergie.

En outre, Electricité de France a l'intention d'offrir une augmentation de taux d'intérêt et, éventuellement, des primes de remboursement, aux porteurs qui n'auront pas de droit de demander le remboursement de leurs titres au 23 janvier 1976.

Electricité de France a également l'intention d'offrir aux porteurs la possibilité d'obtenir le remboursement anticipé de leurs titres à une échéance normale qui serait au plus tard le 23 janvier 1976.

Les obligations non déposées au 25 septembre 1975 bénéficieront, pour la période postérieure au 25 janvier 1976, d'une majoration d'intérêt — et éventuellement des primes, telle que, compte tenu des autres avantages dont jouissent les porteurs, la nouvelle échéance optionnelle, le redressement des titres soit en harmonie

nationale au gré des porteurs avec les taux pratiqués sur le marché financier au milieu du mois de septembre 1975 pour les emprunts ayant des caractéristiques comparables.

Les autres caractéristiques des titres demeureront inchangées.

Un second communiqué, publié au milieu du mois de septembre, précisera le montant de cette majoration, la date de la nouvelle échéance optionnelle et les conditions dans lesquelles les porteurs auront à demander l'estampillage de leurs titres pour bénéficier des nouvelles modalités.

CARREFOUR

Le bénéfice provisoire de la Société Carrefour du premier semestre 1975 s'élève à 84 millions de francs contre 79 millions de francs au premier semestre 1974.

Pour la même période, les amortissements s'élèvent à 33,1 millions de francs contre 29,4 millions de francs pour le premier semestre 1974.

Ces résultats reflètent les effets de la politique de blocage des marges en vigueur depuis décembre 1974. Sans nouvelle dégradation de la conjoncture, les résultats de la société, pour l'exercice en cours, devraient être dans l'axe de ses prévisions.

(PUBLICITE)

SYRIAN ARAB REPUBLIC

MINISTRY OF THE EUHRATES DAM

CALL FOR TENDERS

FOR THE EXECUTION OF THE HEAD REACH OF THE LOWER MAIN CANAL IN THE BALIKH BASIN REGION

I. — The Ministry of the Euphrates Dam in the Syrian Arab Republic expresses its desire to receive offers for executing the first part of the Lower Main Canal, approx. 18 kms. long, 140 m3/sec. discharge with all structures related to this reach of canal. The intake of this canal lies just upstream the Euphrates Dam.

II. — Required Works :

- (a) The construction of the head reach of the Lower Main Canal, approx. 18 kms. long, including earth works and lining according to the contract documents and the detailed working drawings to be submitted later.
- (b) The construction of all structures related to the same reach of canal.
- (c) The construction of a tunnel (a part of the canal, 1.00 km. long) 7.5 m. internal diameter with R.C. lining. However, the tenderer may submit an alternative offer replacing the tunnel by an open channel.

III. — Contract Documents :

- (a) Contract documents can be bought from the Ministry of the Euphrates Dam, Malki St., Damascus, Syr. A.R. 2000. The documents contain : (i) Volume 1: Instructions to tenderers. (ii) Volume 2: General specifications. (iii) Volume 3: General conditions. (iv) Volume 4: Technical project. 1) The Lower Main Canal. 2) The Tunnel. 3) The Structures.
- (b) Final design drawings of the Canal, tunnel and structures.

IV. — Information and documents required to be presented with the bids :

- (a) Particulars about the financial capacity of the firm (its capital, available credits, and supporting letters from banks dealing with them, etc.).
- (b) Particulars about the technical capacity of the bidding firm to carry the works objects of this tender.
- (c) Number, qualifications and previous experience of the technical staff to be entrusted with the execution of the project.
- (d) Number, type, and specifications of the various equipment, machinery and means of transport to be used in the execution of the works.
- (e) Explanatory note about the method to be adopted in executing the various phases of the required works with a suggested time-table for the execution of each.
- (f) A certified list of similar projects already executed by the bidding firm, supplemented with letters from the owners of the executed projects, testifying that all obligations and works were fulfilled to their satisfaction.

V. — All offers and documents will be accepted to one of the following two languages: Arabic or English.

VI. — The tender shall be accompanied by a provisional deposit equal to five million Syrian pounds. The deposit shall be either in the form of cash deposited or accepted letter of guarantee issued by a Syrian bank or a bank accepted by the Central Bank of Syria.

VII. — All the works included in this tender shall be completed within thirty months from the date of issuing the commencement order.

VIII. — The Administration is not bound to accept the least price offer.

IX. — The tenderer should belong to a country member of the International Bank for Reconstruction and Development (I.B.R.D.).

X. — The date of 1st November 1975, at 12 o'clock (noon) is the deadline to receive the tenders at the Ministry of the Euphrates Dam, Malki St., Damascus, Syrian Arab Republic.

Bayer, une promesse pour l'avenir

L'accroissement rapide de la population mondiale exige la mobilisation de toutes les ressources de la chimie. Pour assurer de bonnes récoltes et protéger les stocks de denrées alimentaires: Bayer est là — c'est son affaire.

Les hommes ne vivent pas que de pain, ils doivent pouvoir s'habiller et se loger, protéger leur santé. Ils aiment voir des formes et des couleurs égayer leur environnement: Bayer s'en charge.

Produits phytosanitaires, médicaments, peintures et vernis, fibres textiles et des milliers de matériaux chimiques: Bayer est là.

Le dynamisme et la vitalité de cette entreprise mondiale sont des atouts certains; son potentiel scientifique et ses efforts de recherche sont en effet fondamentaux pour aborder l'avenir.



Kim ne risque pas de mourir de faim, mais il faut que demain aussi, il puisse se nourrir normalement et comme lui, des millions d'autres enfants sur la terre.

Bilan au 31 Décembre 1974 (présentation abrégée)	Bayer AG		Passif	Bayer-Monde	
	Millions de DM	Millions de DM		Millions de DM	Millions de DM
Valeurs immobilisées	3 272	7 672	Capital social	1 910	1 910
Participations	2 272	7 476	Réserves légales et facultatives	2 325	2 504
Autres valeurs immobilisées	128	205	Bénéfices encaissés des années précédentes	—	66
Stocks	1 207	899	Postes de participation pour parts en possession de filiales	1 010	—
Créances sur clients	1 451	2 832	Autres provisions	389	328
Autres éléments d'actif	349	887	Emplois consentis	591	887
Liquidités	819	1 510	Autres obligations	1 780	4 697
Postes de participation et de consolidation	—	507	Autres obligations	1 035	5 470
			Bénéfice du bilan	325	318
				8 889	18 930

Concepts de profits et pertes pour 1974 (présentation abrégée)		Bayer AG	Bayer-Monde
		Millions de DM	Millions de DM
Chiffre d'affaires		9 441	18 379
Matières premières et autres dépenses non présentées séparément		4 458	10 157
Recettes provenant des participations et autres revenus		4 006	6 722
Amortissements		389	328
Frais financiers		2 767	5 099
Impôts sur le revenu, les bénéfices et la fortune		218	745
Bénéfice net total		325	318
Attribution aux réserves de la Bayer AG		67	67
des Sociétés Intégrées		—	137
Bénéfices revenant à des actionnaires extérieurs		—	101
Bénéfice du bilan		325	318

Bayer Aktiengesellschaft
Leverkusen - Allemagne



صحة من الأمل

LES MARCHÉS

PARIS

LES CREUX MARCHÉS

INDICES QUOTIDIENS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BOURSE DE PARIS — 28 A

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Clôture	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Clôture	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Clôture
France 1975	122	122	122	122	122	France 1976	122	122	122	122	122	France 1977	122	122	122	122	122
France 1978	122	122	122	122	122	France 1979	122	122	122	122	122	France 1980	122	122	122	122	122
France 1981	122	122	122	122	122	France 1982	122	122	122	122	122	France 1983	122	122	122	122	122
France 1984	122	122	122	122	122	France 1985	122	122	122	122	122	France 1986	122	122	122	122	122
France 1987	122	122	122	122	122	France 1988	122	122	122	122	122	France 1989	122	122	122	122	122
France 1990	122	122	122	122	122	France 1991	122	122	122	122	122	France 1992	122	122	122	122	122
France 1993	122	122	122	122	122	France 1994	122	122	122	122	122	France 1995	122	122	122	122	122
France 1996	122	122	122	122	122	France 1997	122	122	122	122	122	France 1998	122	122	122	122	122
France 1999	122	122	122	122	122	France 2000	122	122	122	122	122	France 2001	122	122	122	122	122
France 2002	122	122	122	122	122	France 2003	122	122	122	122	122	France 2004	122	122	122	122	122
France 2005	122	122	122	122	122	France 2006	122	122	122	122	122	France 2007	122	122	122	122	122
France 2008	122	122	122	122	122	France 2009	122	122	122	122	122	France 2010	122	122	122	122	122
France 2011	122	122	122	122	122	France 2012	122	122	122	122	122	France 2013	122	122	122	122	122
France 2014	122	122	122	122	122	France 2015	122	122	122	122	122	France 2016	122	122	122	122	122
France 2017	122	122	122	122	122	France 2018	122	122	122	122	122	France 2019	122	122	122	122	122
France 2020	122	122	122	122	122	France 2021	122	122	122	122	122	France 2022	122	122	122	122	122
France 2023	122	122	122	122	122	France 2024	122	122	122	122	122	France 2025	122	122	122	122	122
France 2026	122	122	122	122	122	France 2027	122	122	122	122	122	France 2028	122	122	122	122	122
France 2029	122	122	122	122	122	France 2030	122	122	122	122	122	France 2031	122	122	122	122	122
France 2032	122	122	122	122	122	France 2033	122	122	122	122	122	France 2034	122	122	122	122	122
France 2035	122	122	122	122	122	France 2036	122	122	122	122	122	France 2037	122	122	122	122	122
France 2038	122	122	122	122	122	France 2039	122	122	122	122	122	France 2040	122	122	122	122	122
France 2041	122	122	122	122	122	France 2042	122	122	122	122	122	France 2043	122	122	122	122	122
France 2044	122	122	122	122	122	France 2045	122	122	122	122	122	France 2046	122	122	122	122	122
France 2047	122	122	122	122	122	France 2048	122	122	122	122	122	France 2049	122	122	122	122	122
France 2050	122	122	122	122	122	France 2051	122	122	122	122	122	France 2052	122	122	122	122	122
France 2053	122	122	122	122	122	France 2054	122	122	122	122	122	France 2055	122	122	122	122	122
France 2056	122	122	122	122	122	France 2057	122	122	122	122	122	France 2058	122	122	122	122	122
France 2059	122	122	122	122	122	France 2060	122	122	122	122	122	France 2061	122	122	122	122	122
France 2062	122	122	122	122	122	France 2063	122	122	122	122	122	France 2064	122	122	122	122	122
France 2065	122	122	122	122	122	France 2066	122	122	122	122	122	France 2067	122	122	122	122	122
France 2068	122	122	122	122	122	France 2069	122	122	122	122	122	France 2070	122	122	122	122	122

كندا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

CHANGES

MONÉTAIRE VA ÊTRE CRÉE

Le plus grand décalage... La Banque de France... Les marchés financiers...

PARIS

Marché creux mais résilient

Le plus grand décalage... La Banque de France... Les marchés financiers...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS... Bénéfices avant impôts... Résultats financiers...

LONDRES

Nouvelle avance

Encouragé par la forte hausse... Les marchés financiers...

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns for indices: Cote des actions, Cote des obligations, etc.

NEW YORK

Flambée de hausse

Une flambée de hausse s'est produite... Les marchés financiers...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing dollar rates in Tokyo: 1 dollar = 207.85 yen

VALEURS

Main table of stock values with columns for company names, previous prices, and current prices.

BOURSE DE PARIS - 28 AOUT - COMPTANT

Table of Paris stock market data for August 28th, including various indices and stock prices.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data, including interest rates and currency exchange rates.

CALL FOR TENDERS

CALL FOR TENDERS... INTERNATIONAL BANKING CORPORATION... Tender details for various projects.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies: Dollar, Pound, Swiss Franc, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices: Gold bars, gold coins, etc.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. AFRIQUE
- 2-3. EUROPE
- 3. PROCHE-ORIENT
- 3. AMERIQUES
- 4. ASIE
- 4-7. LES ÉVÉNEMENTS DE CORSE
- 8. EDUCATION
- 8. ÉQUIPEMENT ET REGIONS
- 8. SPORTS

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
Pages 6 à 12

- Les rivages de l'intérieur : le Léman, une langue morte.
- VEGU : Un bulgare chez les vigneron.
- Hôtellerie 1975 : Des clés pour une bonne soirée (III), par Jacques de Barrin.
- PLAISIRS DE LA TABLE : Julien.
- FRACTO-CINEMA : Films américains.
- Maison : Mode ; Jeux ; Hippisme ; Philatélie.

13. AUTOMOBILE
14-15. ARTS ET SPECTACLES
17-18. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (13)
Annonces classées (16) ; An-jour'hui (17) ; Carrière (18) ; Météorologie (19) ; Mots croisés (13) ; Finances (19).

europcar
645.21.25

LE GROUPE HACHETTE VA CÉDER UNE PART IMPORTANTE DE SA PARTICIPATION DANS « FEMMES D'AUJOUR-D'HUI ».

Un groupe belge, constitué par M. Van Thillo, imprimeur et propriétaire d'une société d'éditions, et M. Martens, propriétaire de la société d'éditions « Les Femmes d'aujourd'hui », a acquis 51 % du capital de la société Femmes d'aujourd'hui, société belge qui publie notamment les périodiques « Femmes d'aujourd'hui » et « Femme pratique ». Les actions lui seront cédées pour partie par le groupe Hachette - dont la participation reviendra de 40 % à 14,5 % - et par les quatre actionnaires privés détenant chacun 10 % de cette opération devant marquer la fin de la restructuration des activités et presse et du groupe Hachette, qui a déjà cédé à Connaissance du monde à un groupe suisse. Rappelons par ailleurs que l'hebdomadaire « Entreprenir » va fusionner avec « Les Informations ».

En Grande-Bretagne

TROIS MINEURS SUR CINQ ACCEPTENT LA LIMITATION DES HAUSSES DE SALAIRES

(De notre correspondant.)

Londres. - Soixante et demi pour cent des mineurs britanniques, consultés sur la recommandation de l'Institut national de leur syndicat d'accepter la politique anti-inflationniste du gouvernement. Ces résultats, à quatre jours de l'ouverture du congrès annuel du NCF à Blackpool, sont encourageants pour M. Harold Wilson et pour le secrétaire général de la confédération syndicale, M. Len Murray, qui aura la tâche difficile de faire accepter par les militants les mesures limitant pendant un an les hausses salariales à 6 livres par semaine.

Le soutien des deux cent soixante mille mineurs est cependant loin d'être enthousiaste. Deux grands bastions, l'Essex et le sud du Pays de Galles, ont exprimé leur hostilité. Les mineurs écossais, sous l'impulsion de M. Michael McGeaney, de tendance communiste, ont repoussé à une majorité de 62 % la recommandation de l'Institut. En revanche, le Yorkshire, chef de M. Arthur Scargill, leader d'extrême gauche, s'est prononcé pour la limitation à 51 % des votes. Les mineurs qui avaient été à l'origine de la grève de M. Edward Heath, en février 1974, n'ouvrirent donc pas une ère de force avec le cabinet travailliste.

Malgré la forte minorité (39,5 %) qui a refusé tout contrôle des salaires, n'est pas près de disparaître, surtout si l'inflation et le chômage persistent. (Interfax.)

B C D E F G H

TANDIS QUE LES ACCORDS D'ALVOR SONT SUSPENDUS

Lisbonne annonce un cessez-le-feu entre le M.P.L.A. et l'UNITA en Angola

Le M.P.L.A. et l'UNITA ont convenus d'un cessez-le-feu immédiat et d'un échange de prisonniers, a-t-on appris le vendredi 29 août, à Lisbonne, de source officielle.

Conclu à l'issue de conversations secrètes cette semaine, à Lisbonne, cet accord a été signé par MM. Lopo de Nascimento pour le M.P.L.A. et José N'Dele pour l'UNITA.

L'accord couvre l'ensemble du territoire de l'Angola. Ajouté à celui de source officielle portugaise citée par l'agence Reuters, il précise que l'accord n'a été donné. On avait fait état récemment d'un cessez-le-feu entre le M.P.L.A. et l'UNITA. Le M.P.L.A. avait démenti ces informations.

D'autre part, le Portugal a suspendu officiellement les accords d'Alvor signés avec les trois mouvements nationalistes d'Angola en janvier dernier. Un communiqué officiel, publié vendredi par le Journal de Angola, précise qu'en raison de l'impossibilité de faire assurer ses fonctions au gouvernement de transition, « l'administration publique sera dirigée par la haute commission portugaise, à qui le pouvoir législatif a été confié ».

La suspension des accords prévoyant l'indépendance le 11 novembre prochain n'est que temporaire, ajoute le communiqué.

En vertu des accords d'Alvor, le M.P.L.A., le F.N.L.A. et l'UNITA se partageaient à égalité les ministères, trois portefeuilles avaient en outre été attribués à des Portugais. A cause du conflit entre nationalistes, ce gouvernement de transition avait pratiquement cessé de fonctionner au début du mois, et le général Ferreira de Macedo, haut commissaire portugais par intérim,

avait annoncé sa dissolution, sans préciser la date, le 14 août.

Tout en essayant de garder le contrôle de la situation sur place, le gouvernement portugais s'efforçait depuis plusieurs jours de créer une base d'entente entre les nationalistes. C'était une source informée à l'agence Reuters qui a communiqué l'organisation de l'unité africaine a proposé l'envoi à Lisbonne d'un médiateur qui serait chargé de réconcilier les mouvements rivaux. Le Portugal aurait accepté cette proposition et le médiateur serait attendu à Lisbonne lundi.

Le rapatriement des réfugiés demeure une des préoccupations essentielles du régime portugais. Jeudi, un porte-parole du département d'Etat a déclaré que le président Costa Gomes avait fait parvenir un message au président Ford pour lui demander officiellement l'assistance des Etats-Unis. A Paris, un communiqué de l'Agence France Presse a déclaré que le même jour, le président de la République française a décidé de renouveler et d'intensifier son effort d'aide au rapatriement des réfugiés portugais de l'Angola. A cet effet, l'Organisation des Nations Unies, à partir de Luanda, fonctionnera dès le début de la semaine prochaine.

Des milliers de réfugiés se dirigent toujours vers le Sud-Ouest Africain, en voiture ou en bateau. Ils fuient des combats de plus en plus violents. Un communiqué du F.N.L.A., publié jeudi à Kinshasa, a déclaré que ce mouvement avait repris l'important nœud routier de Luanda. Selon un envoyé spécial de l'Agence France Presse, le mouvement a été déclenché une offensive en direction de Luanda et se trouvait jeudi à une trentaine de kilomètres de la capitale. (A.F.P., Reuters.)

DANS UNE INTERVIEW SUR ANTENNE 2

M. Caillavet, radical de gauche, envisage de voter le plan de soutien du gouvernement

Dans une interview diffusée jeudi 28 août par Antenne 2, M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, a désapprouvé les actions du parti communiste dans les entreprises.

« Je pense », a déclaré M. Caillavet, « que M. Marchais ne devrait pas se comporter pareillement. Les liens de travail n'est pas un lieu de réunion politique. Il y a le Parlement, il y a les syndicats, où on défend les intérêts professionnels, il y a la vie collective. Pour être franc, a-t-il ajouté, je fais partie du P.C., mais je dois dire qu'actuellement cette confiance est ébranlée ».

Interrogé sur les raisons pour lesquelles il ne rejoindrait pas le gouvernement, le vice-président du Mouvement des radicaux de gauche dans la mesure où un gouvernement qui ne

serait pas celui que je souhaite pour partie, je dis bien pour partie, la politique que je souhaite, eh bien, je dis qu'en tant que démocrate je m'opposerais à la soutenir et même d'en faire un thème de campagne.

Après avoir estimé que les axes choisis par le gouvernement pour son plan de relance sont sains, M. Caillavet a affirmé qu'il n'abandonnerait pas « à titre personnel » à voter pour le gouvernement si l'ensemble des propositions lui paraissait cohérent et favorable à plus juste sociale et à la défense de l'emploi ».

M. Caillavet avait déjà rendu hommage le 19 février certains aspects de la politique du président de la République. Il avait été reçu le 18 avril par M. Giscard d'Estaing et cette visite avait été désapprouvée par le Mouvement des radicaux de gauche.

M. Caillavet, qui souhaite une révision du programme commun de la gauche, et qui reproche à certains de ses amis leur opposition systématique, s'est ainsi rapproché de plus en plus du gouvernement sans avoir vraiment rompu avec le M.C.F.

LE PARTI COMMUNISTE DANS LES ENTREPRISES

M. Parfait Jans, député communiste de Hauts-de-Seine, qui conduisait une délégation d'étus communistes, s'est vu interdire jeudi après-midi 28 août l'accès de l'hôpital de la clinique de l'Institut de la Santé où il comptait discuter avec ses administrés à la sortie de leur travail.

Un communiqué de la section du P.C.F. de Cléchy, dans le département du même nom, M. Maxime Kalinski, député communiste du Val-de-Marne, n'avait pas pu s'entretenir avec le personnel de l'hôpital de la clinique de l'Institut de la Santé, comme nos dernières éditions du 29 août l'indiquaient.

D'autre part, une délégation du P.C.F., conduite par Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique du P.C.F., s'est entretenue, jeudi 28 août avec les ouvriers de l'usine Triton qui occupent leurs ateliers depuis huit mois et auxquels s'adressent les militants communistes de l'usine Grandiz, des imprimeries Chautour et du Parisien libéré. A cette occasion, Mme Bertrand a souligné que pour son parti « l'entreprise n'est pas un terrain neutre, mais au contraire un terrain privilégié de lutte pour les travailleurs ».

Enfin, le comité d'entreprise de l'usine Saint-Gobain de Chalons-sur-Saône (Saône-et-Loire), en présence des membres de la direction, a reçu une délégation du P.C.F.

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES

ELECTRO-MANAGER
Boîte-à-caveau - Minio
BROSSERIE - COUTELLERIE
CADEAUX - GADGETS UTILIS
DIDIER-NEVEUR
38, Rue Marbeuf - Tél. : BAL. 61-70
20, Rue de la Paix - PARIS
Ouvert du lundi au samedi de 9 à 19 h.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE PRÉFÈRE L'AVION AMÉRICAIN TIGER-II AU MIRAGE-5

(De notre correspondant.)

Berne. - Le gouvernement helvétique vient d'opter officiellement pour l'avion américain P-39 Tiger II au lieu du Mirage-5 français. Dans un message publié jeudi 28 août à Berne, il propose aux Chambres d'approuver l'ouverture d'un crédit de 1 milliard 170 millions de francs suisses pour l'acquisition de soixante-douze appareils de ce type. A cette somme viendra s'ajouter un crédit additionnel de quelque 150 millions pour couvrir les frais de renchérissement.

Le choix des autorités helvétiques intervient après trois ans d'études préliminaires, parfois laborieuses et fertiles en rebondissements. Dans son message, le gouvernement reconnaît, certes, que « d'excellents types d'avions ont été étudiés », mais que « de tous les modèles examinés, le Tiger est le seul qui puisse être acquis en nombre suffisant dans les limites de nos possibilités financières ».

Les considérations économiques ont également joué un rôle important dans la décision du conseil fédéral : l'industrie suisse bénéficiera de commandes compensatoires d'un montant d'au moins 30 % du prix d'achat des avions de combat.

Le gouvernement helvétique a d'autre part éliminé certaines rumeurs selon lesquelles des pots-de-vin auraient été versés par la firme américaine Northrop pour faciliter l'acquisition du Tiger par la Suisse.

En Argentine

UN ATTENTAT CONTRE UN AVION MILITAIRE FAIT QUATRE MORTS ET VINGT-CINQ BLESSÉS

BUENOS-AIRES (A.F.P., A.P., Reuters). - Quatre militaires ont été tués hier soir dans un attentat contre le jeudi 28 août à Tucuman, au nord de l'Argentine lors de l'explosion au vol de transport des avions Hercules C-130.

Tout indique qu'il s'agit d'un attentat. L'appareil a explosé à son bord cent quatre-vingt-cinq heures après son décollage. Selon les premières informations recueillies de sources militaires, une bombe dissimulée dans une canalisation de drainage de la piste a explosé au passage de l'avion. Celui-ci a été coupé en deux et la partie avant a brûlé. L'explosion a tué quatre militaires et blessé vingt-cinq autres. Les spécialistes, qu'elle n'ait été déclenchée par le bruit des moteurs.

Les cent quatre-vingt-cinq soldats restés dans leurs casernes à Tucuman, Mendoza et Buenos Aires, après avoir participé pendant trois mois, à des opérations contre un guérilla armée (généraliste de gauche) du peuple (ERP) dans les montagnes de la province de Tucuman, à 1400 kilomètres au nord-ouest de Buenos Aires.

L'ERP pourrait, aussi, être à l'origine de l'attentat. Mais un groupe de militaires (généraliste de gauche) l'avait déjà revendiqué.

Le 6 janvier dernier, des guérilleros avaient fait exploser, sur l'aérodrome de Tucuman, un avion qui transportait trois militaires en route pour l'Argentine.

L'ERP et le Mouvement ont multiplié les attentats ces derniers jours. Le 20 août, les deux organisations avaient lancé une opération d'embuscade à Córdoba. Ils avaient même utilisé un avion léger pour lâcher des bombes incendiaires sur des terroristes arrivés par avion de Buenos Aires. Ils ont même tenté de créer un climat propice à la chute de la présidence de facto de Bordaberry par la crise syndicale de juillet dernier et par la récente rébellion de l'armée de terre.

Au Vietnam du Sud

SEIZE BANQUES PRIVÉES SONT FERMÉES

SAIGON (Reuters, A.F.P.). - Les autorités locales ont fermé seize banques privées vietnamiennes à Saigon et ont ordonné leur liquidation, sous le contrôle de la Banque nationale du Vietnam.

Un décret ordonnant la fermeture de ces banques a été publié le vendredi 29 août. Il stipule que les banques devront rembourser les dépôts à leurs clients et recouvrer les prêts. La Banque nationale aidera au remboursement des dépôts et des prêts. Le décret donne à cette institution la possibilité de retarder ces paiements.

Le mercredi 27 août, la Banque nationale du Vietnam avait autorisé les propriétaires à retirer, sous certaines conditions, les fonds qu'ils avaient déposés, avant le changement de régime, dans les coffres-forts des banques. Un communiqué réglementaire soulignait strictement la disposition et l'usage des liquidités, des métaux précieux et des bijoux placés dans les coffres-forts. Pour les liquidités, par exemple, il est stipulé que leurs propriétaires doivent déclarer à la Banque nationale en conservant que les sommes nécessaires aux dépenses de leurs familles, le reliquat devant être versé aux comptes ouverts à la Banque nationale de Vietnam et ne pouvant ensuite faire l'objet de retraits qu'en fonction de la couverture de justes besoins. A l'égard de l'or et des métaux précieux, le nouveau règlement prévoit que la Banque nationale en conservera la garde. Les bijoux peuvent être récupérés par leurs propriétaires ou confiés à la Banque nationale. En cas de retraits, ils doivent être déclarés et ne pourront, par la suite, être vendus qu'à la Banque.

Dans les Pyrénées-Atlantiques

FUSILLADE CONTRE DEUX RÉFUGIÉS BASQUES

Bayonne. - Deux réfugiés basques espagnols, Mlle Imaculada de Lasa et M. Juan Salvador Suarez, qui ont participé à une manifestation en faveur de José Antonio Garmendia et Angel Otaegui, actuellement jugés à Burgos, ont été pris en embuscade dans la soirée du 28 août par une voiture R 12 près du village de Bitache (Pyrénées-Atlantiques). Un homme est descendu de la voiture et a tiré une rafale de mitraillette sur les réfugiés.

Alors que les deux Basques - légèrement blessés - étaient sortis par une voiture de la R 12, les occupants de la R 12 ont ouvert le feu sans atteindre personne. Les deux blessés ont été transportés à l'hôpital de Bayonne. Il faut sans doute rapprocher cette agression de l'arrestation le 25 août d'un commando anti-ETA près de Saint-Jean-de-Luz (deuxième de la région).

NOUVELLES BRÈVES

● Le conseil des ministres, réuni le mercredi 27 août, a discuté, sur proposition de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, le conseil municipal de Tintury (Saône-et-Loire) et celui de Durenque (Aveyron).

● Un bal de solidarité avec les ouvriers en grève du Parisien libéré, présidé par des élus communistes de la capitale, devait être organisé samedi soir 30 août, rue d'Anglemont. Il a été interdit par la préfecture de police en vertu de la réglementation existante et concernant les bals sur la voie publique.

● Pur prétzette, affirment les élus communistes. Il s'agit en fait d'un bal de solidarité avec les ouvriers en grève du Parisien libéré. Après la décision de ne plus célébrer l'anniversaire du 8 mai 1945, elle confirme la volonté du pouvoir d'effacer la victoire du peuple sur l'ennemi. Elle vise de même à intéresser l'expression de la solidarité envers les travailleurs du Parisien libéré face à Amaury, qui bénéficie, lui, de toute la complicité du pouvoir.

A la conférence de Lima

Le projet de résolution sur Israël oppose les délégations arabes à de nombreux pays africains

De notre envoyé spécial

Lima. - C'est vendredi soir, en principe, que doit s'achever la cinquième conférence de pays non alignés. Partie tranquillement, elle doit donc maintenant mettre les bouchées doubles. Mercredi soir, trente-quatre orateurs seulement sur les cinquante-deux inscrits étaient intervenus en session plénière. Il a donc fallu décider une session de nuit, qui s'est prolongée jusqu'à 3 heures du matin.

Au cours de la journée de jeudi, les comités de rédaction, constitués par les deux commissions - politique et économique - ont commencé à rédiger la déclaration finale de la conférence qui portera le nom de « document de Lima ». Peu de progrès ont été enregistrés dans le domaine politique, où beaucoup de points présentent des difficultés. Le cas de Chypre, par exemple, embarrasse fort les pays musulmans qui éprouvent des sentiments de solidarité à l'égard des Turcs tout en demandant, en principe comme tous les non-alignés, un retrait des forces armées étrangères de l'île. Toutefois, c'est le problème du Proche-Orient qui soulève le plus de problèmes. En dehors de la Syrie, le Cambodge et l'Ouganda ont demandé l'expulsion des Israéliens du territoire. Le Zaïre s'est déclaré catégoriquement hostile à une telle mesure. La grande majorité des pays africains regrette

d'ailleurs que, sous la pression des arabes, tant de temps ait consacré aux revendications palestiniennes. Il est à prévoir que la volonté d'insister finissant à accepter l'accomplissement que s'efforcent de trouver quelques délégations, notamment celle de la Yougoslavie, qui a l'un des trois fondateurs du mouvement non aligné et, jusqu'à présent, le seul pays européen non aligné, avec Chypre et Malte, par ce à toutes les commissions. L'impasse finale serait très probablement celle adoptée à Kampuchéa il y a un mois et qui est beaucoup plus modérée que celle publiée le septième « sommet » arabe de Rabat l'an dernier.

Les travaux de la commission économique sont, en revanche, pratiquement terminés. Les ministres ont approuvé le projet des experts pour la constitution du fonds de solidarité et de développement des pays non alignés, décidés au sommet d'Alger (le Monde du 29 août). D'autre part, plusieurs millions de dollars seront mis à la disposition d'un conseil de sessions de producteurs de matières premières pour soutenir le prix de ces dernières et permettre leur stockage, comme l'avait prévu la conférence de Ouarzazat. Enfin, des fonds sont dégagés pour encourager la production alimentaire des pays non alignés, comme l'a recommandé la dernière conférence de la FAO à Rome.

A deux heures du matin, à une centaine de mètres du siège de la conférence, une violente explosion a détruit deux voitures dans la nuit de mercredi à jeudi. La police péruvienne se montre très discrète sur ces attentats dont on ne connaît pas pour le moment les raisons. Une certaine tension règne en tout cas à Lima, où, au lieu, jeudi après-midi, d'assez vives manifestations d'étudiants.

JEAN SCHWABEL

(L'attitude de l'Argentine sur la question du maintien ou de l'expulsion d'Israël n'a pas semblé avoir varié au cours de la session. Alors que les premières informations (non officielles) faisaient état d'une résistance de la délégation argentine au projet de sur un patronat par le P.O.L.F. et la Syrie, le Cambodge et l'Ouganda ont demandé l'expulsion des Israéliens du territoire. Le Zaïre s'est déclaré catégoriquement hostile à une telle mesure. La grande majorité des pays africains regrette d'ailleurs que, sous la pression des arabes, tant de temps ait consacré aux revendications palestiniennes. Il est à prévoir que la volonté d'insister finissant à accepter l'accomplissement que s'efforcent de trouver quelques délégations, notamment celle de la Yougoslavie, qui a l'un des trois fondateurs du mouvement non aligné et, jusqu'à présent, le seul pays européen non aligné, avec Chypre et Malte, par ce à toutes les commissions. L'impasse finale serait très probablement celle adoptée à Kampuchéa il y a un mois et qui est beaucoup plus modérée que celle publiée le septième « sommet » arabe de Rabat l'an dernier.)

Comptes bancaires

intérêts
au taux actuariel annuel brut de

7,5 à 11,5%

(selon la formule choisie)
de 3 à 12 ans - à partir de 5000 f -

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
et à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz

26, bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Télécommunications : 503 H sans engagement de votre part.

Comptes bancaires
intérêts
au taux actuariel annuel brut de
7,5 à 11,5%
(selon la formule choisie)
de 3 à 12 ans - à partir de 5000 f -
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
et à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz
26, bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Télécommunications : 503 H sans engagement de votre part.

سكينة السعيد